

# **Etude agricole dans le cadre du projet d'extension du Parc d'activités économiques intercommunal Les Platières**

Réalisée pour le compte de :

---

## **Communauté de Communes du Pays Mornantais**

Le Clos Fournereau

Route de Saint Laurent d'Agnay

69440 MORNANT

---

Par :

Domaine Foncier  
Chambre d'agriculture du Rhône  
18, avenue des Monts d'Or  
69890 LA TOUR DE SALVAGNY

Date de remise du compte rendu : 29 août 2012

#### **Votre contact**

Chambre d'agriculture du Rhône

Justine LANQUETIN

Conseillère Foncier / Urbanisme

Tél. +33 (0)4 78 19 61 59

Fax. +33 (0)4 78 19 61 21

[justine.lanquetin@rhone.chambagri.fr](mailto:justine.lanquetin@rhone.chambagri.fr)

[\*\*www.synagri.com\*\*](http://www.synagri.com)

<b>Première partie : Contexte de l'étude et méthodologie.....</b>	<b>p 4</b>
1. Contexte de l'étude.....	p 4
2. Notes méthodologiques.....	p 4
<b>Deuxième partie : Etat des lieux de l'agriculture sur les communes concernées.....</b>	<b>p 5</b>
1. Méthodologie.....	p 5
2. Présentation du territoire, enjeux et paysages.....	p 6
2. 1. Situation géographique du projet d'extension des Platières.....	p 6
2. 2. Le relief : un large plateau.....	p 7
2. 3. Les sols.....	p 7
2. 4. Un secteur irrigué et remembré.....	p 8
2. 5. Un potentiel AOC non utilisé.....	p 8
2. 6. Des espaces naturels riches.....	p 9
Conclusion : entités paysagères et agriculture.....	p 9
3. L'évolution de l'activité agricole sur le territoire des quatre communes.....	p 10
3. 1. La vocation agricole du territoire.....	p 10
3. 2. Les exploitations agricoles.....	p 10
3. 3. L'orientation des surfaces agricoles.....	p 10
3. 4. L'évolution de l'élevage.....	p 11
Conclusion .....	p 11
4. L'activité agricole sur les secteurs d'extension à l'étude.....	p 12
4. 1. Des exploitations très différentes.....	p 12
4. 2. Des orientations technico-économiques diverses.....	p 13
4. 3. Un secteur engagé et aménagé.....	p 15
4. 4. Un manque de maîtrise foncière.....	p 16
4. 5. Quel avenir des surfaces et des exploitations ?.....	p 17
Conclusion de la deuxième partie.....	p 18
<b>Troisième partie : impacts des secteurs d'extension envisagés et mise en évidence de points de vigilance....</b>	<b>p 19</b>
1. Méthodologie.....	p 19
2. Les impacts d'ordre collectif du projet d'extension.....	p 19
2. 1. La disparition des surfaces agricoles.....	p 19
2. 2. Impact sur les Droits à Paiement Unique.....	p 19
2. 3. Un impact potentiel pour les producteurs de déchets.....	p 19
2. 4. Impact sur les bâtiments d'exploitation.....	p 19
2. 5. Impact sur l'épandage des effluents.....	p 20
2. 6. Impact sur les cheminements agricoles.....	p 20
2. 7. Impact sur le réseau d'irrigation.....	p 20
3. Les impacts sur les exploitations agricoles : mesure et sensibilité.....	p 20
3. 1. Méthodologie.....	p 20
3. 2. Les critères pris en compte pour l'analyse de la sensibilité.....	p 20
3. 3. La sensibilité des exploitations agricoles.....	p 22
3. 4. Zoom sur les exploitations impactées et précisions à la parcelle.....	p 23
Conclusion de la troisième partie.....	p 26
<b>Quatrième partie : préconisations et propositions de mesures de compensation.....</b>	<b>p 27</b>
1. Propositions de réduction et de compensation des différents impacts.....	p 27
2. Justification et pistes de propositions pour le rétablissement du potentiel économique global.....	p 28

## **Première partie : Contexte de l'étude et méthodologie**

L'évolution des territoires, de leurs activités, de leur urbanisation, le développement d'infrastructures et bien entendu l'agriculture, façonnent à la fois un paysage et un cadre de vie. Or, l'activité agricole repose de manière primaire sur la mise en valeur d'un patrimoine foncier. C'est pourquoi, les choix d'aménagement ou d'utilisation des espaces par telle ou telle activité se doivent de prendre en considération cette réalité première. C'est, compte tenu de cette nécessité et de la réflexion autour du projet d'extension du Parc d'activités économiques intercommunal Les Platières, que le présent diagnostic agricole a été réalisé. Il doit constituer un outil d'aide à la décision pour un projet intercommunal conciliant au mieux les différents enjeux de la planification territoriale et leurs impacts, avec la poursuite d'une activité agricole voire son développement.

### **1. Contexte de l'étude**

Dans le cadre de sa compétence « développement économique », la Communauté de Communes du Pays Mornantais (COPAMO), a lancé une réflexion autour du projet d'extension du Parc d'activités économiques intercommunal Les Platières. Dans cet objectif, les élus ont souhaité ouvrir une large concertation avec les acteurs du territoire, afin de penser ce projet dans le respect des équilibres entre développement économique, préservation des activités agricoles et sauvegarde des espaces naturels remarquables. Un périmètre consensuel de 17, 43 hectares a été déterminé, répartis sur les communes de Mornant et de Saint Laurent d'Agny. Dans le respect de la méthodologie proposée par les différents partenaires au cours des réunions de concertation, les élus en charge du projet ont décidé de suspendre temporairement la concertation afin de permettre la réalisation des études complémentaires nécessaires à la poursuite du projet.

C'est dans ce cadre que la Chambre d'Agriculture du Rhône a été missionnée. Elle est chargée de réaliser une étude agricole dont les objectifs sont :

- effectuer un bilan de l'activité agricole actuelle des communes concernées,
- définir les impacts globaux sur la dynamique agricole du secteur,
- évaluer les incidences techniques et économiques du projet sur les exploitations agricoles,
- apprécier les composantes foncières du territoire,
- recenser les perspectives et les attentes des exploitants,
- définir les mesures compensatoires à mettre en œuvre afin de limiter l'incidence du projet

L'étude s'articulera autour de 3 grands chapitres :

**1/ État initial** : analyse des différentes composantes agricoles et foncières. Cet "état des lieux" est une image objective et quantifiée de l'agriculture et du foncier à un temps T.

**2/ Étude d'incidence** : à partir des contraintes et sensibilités du milieu agricole et foncier recensées sur le terrain, il s'agit d'évaluer les incidences du projet.

**3/ Mesures d'insertion** : chaque contrainte est susceptible d'être supprimée (*ex : rétablissement d'un réseau de drainage*), réduite (*ex : rétablissement de dessertes*), ou compensée (*ex : aménagement foncier permettant de rétablir le potentiel économique de chaque exploitation*).

### **2. Notes méthodologiques**

Pour chaque étape de l'étude, nous avons défini une méthodologie permettant, en finalité, de synthétiser les données recueillies sur deux types de support :

1. Un rapport de synthèse sur la situation de l'agriculture, ses "perspectives" d'avenir, les impacts du projet sur l'activité agricole et les mesures de compensations envisageables.
2. Des cartographies permettant d'illustrer et d'appuyer les commentaires précédents.

#### **Le rapport de synthèse**

Ce dernier est basé, en fonction des étapes de l'étude, sur l'analyse :

- ⇒ De toutes les données générales pouvant avoir une influence sur l'agriculture.
- ⇒ Du Recensement Général de l'Agriculture (RGA) de 1988 à 2010.
- ⇒ Des rencontres individuelles et collectives, menées auprès des exploitants agricoles impactés et des représentants de la profession.

#### **La cartographie**

Cette étape doit apporter des représentations géographiques et visuelles des entités et des espaces agricoles de la zone étudiée. En fonction des étapes de l'étude, différentes cartes seront élaborées.



## **Deuxième partie : Etat des lieux de l’agriculture sur les communes concernées**

### **1. Méthodologie**

L’objet de cette seconde partie est de présenter un état des lieux de l’activité agricole sur la zone du projet. Le diagnostic agricole s’est déroulé en plusieurs étapes.

#### **Etape 1 : Présentation du territoire et des enjeux agricoles**

La première étape de l’étude s’attache à caractériser l’espace et l’activité agricole d’un secteur plus large constitué du territoire des quatre communes concernées par la réflexion d’extension du Parc d’activités, à savoir les communes de Mornant, Saint-Laurent-d’Agn, Chassagny et Taluyers.

Cette partie de l’étude se partage en deux phases :

##### **Présentation des entités agricoles et des enjeux du territoire**

Cette phase permet de replacer la zone du projet dans un contexte plus large, afin d’appréhender les différents enjeux du territoire. Il s’agit de repérer les différentes entités géographiques, de caractériser les espaces agricoles et d’évaluer les contraintes qui peuvent s’appliquer sur ces espaces.

##### **Présentation de l’évolution de l’agriculture du territoire**

Il s’agit d’analyser l’évolution de l’activité agricole des quatre communes afin de mieux connaître les dynamiques à l’œuvre et de mieux appréhender les modes d’exploitation actuels. Pour cela, nous utiliserons les données communales de base du dernier RGA (Recensement Général Agricole) disponibles à ce jour.

#### **Etape 2 : Analyse de l’agriculture sur la zone du projet pour réaliser un état des lieux**

Par le biais d’enquête et de plusieurs rencontres avec les exploitants concernés par la zone du projet, nous avons pu récolter toutes les informations nous permettant de dresser un état des lieux de l’agriculture et de ses différentes composantes (foncières, économiques, environnementales) sur la zone du projet.

#### **Le rapport de synthèse sera basé sur l'analyse conjointe :**

- De toutes les données générales pouvant avoir une influence sur l’agriculture.
- Du Recensement Général de l'Agriculture (RGA) de 1988 à 2010. Celui-ci nous permettra d'avoir et d'analyser les chiffres globaux de l'agriculture sur les 4 communes concernées par la réflexion d’extension du Parc d’activités.
- Des enquêtes individuelles, menées auprès des exploitants. Ces enquêtes ont permis de recueillir plusieurs éléments :

- Des critères sociaux : âge de l'exploitant, situation de famille, double – activité ou temps plein, possibilités de succession...
- Des critères fonciers : surface utilisée dans et hors de la zone du projet, surface en fermage et en propriété...
- Des critères techniques : nombre d'animaux, bâtiments, matériel, production et commercialisation...
- Des besoins des exploitants : en termes de bâtiments, de matériel, de foncier...

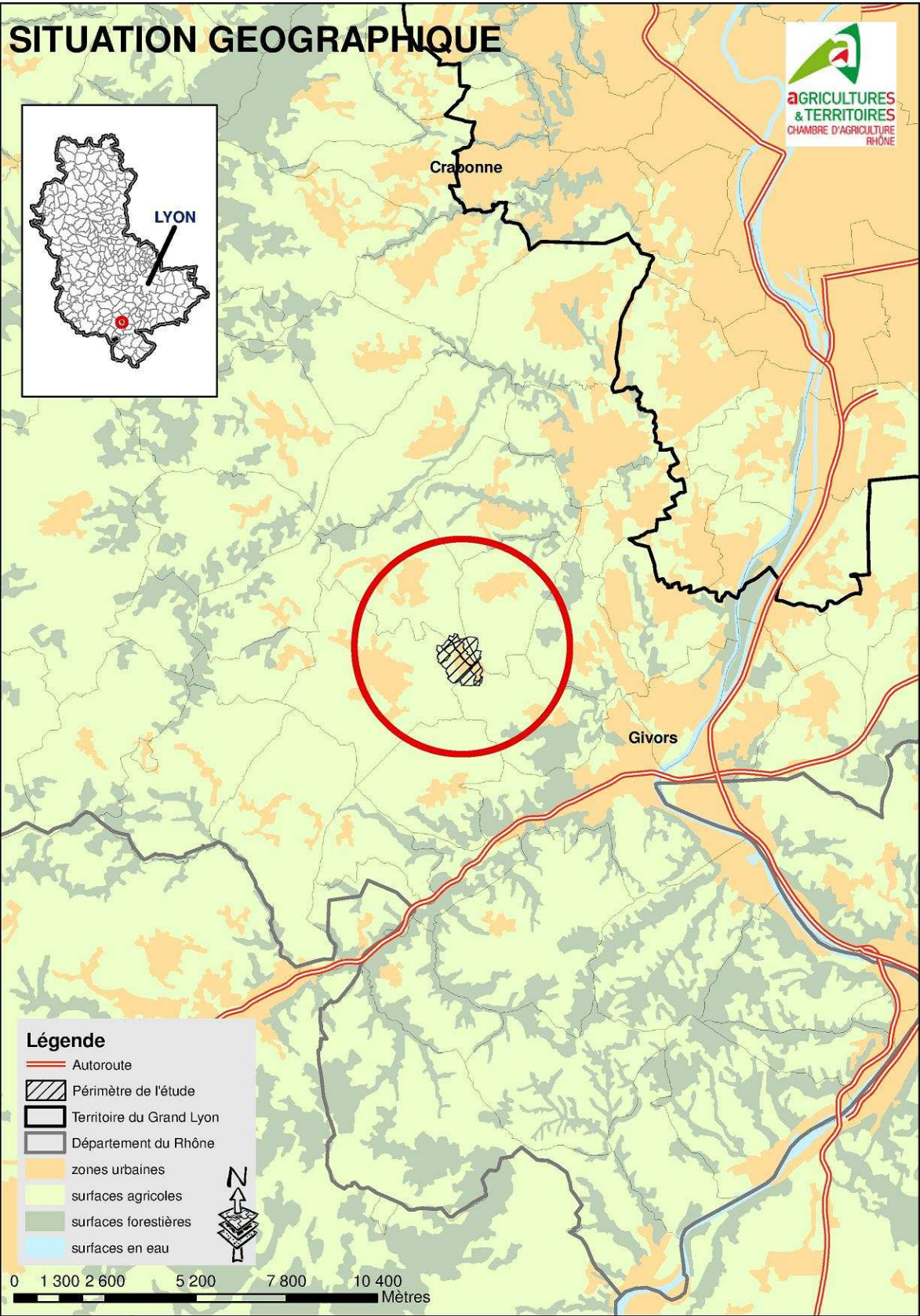
#### **Différentes cartographies illustreront le propos :**

- **Les cartes de présentation du territoire** localisent les différents atouts et contraintes liés à l’environnement : les espaces naturels spécifiques, le relief, la qualité des sols, les zones AOC...
- **Les cartes des sièges d’exploitations et du parcellaire des exploitations**, retranscrivent, pour chaque îlot d'exploitation, quel en est l'utilisateur. Elles permettent de constater quel est le degré de structuration du foncier.
- **Les cartes d’orientation technico-économique et des natures de culture** permettent de connaître l'utilisation des sols au moment de l’élaboration de ce diagnostic.
- **La carte des aménagements et des engagements** nous donnent des informations complémentaires sur les enjeux de la zone.
- **La carte des modes de faire valoir** nous renseigne sur la maîtrise foncière.
- **La carte du devenir des exploitations** permet d’appréhender le devenir des terres agricoles concernées par le projet.



2. Présentation du territoire, enjeux et paysages

2. 1. Situation géographique du projet d'extension des Platières



Ci dessous la carte du périmètre à l'étude pour l'extension du Parc d'activités économiques des Platières.

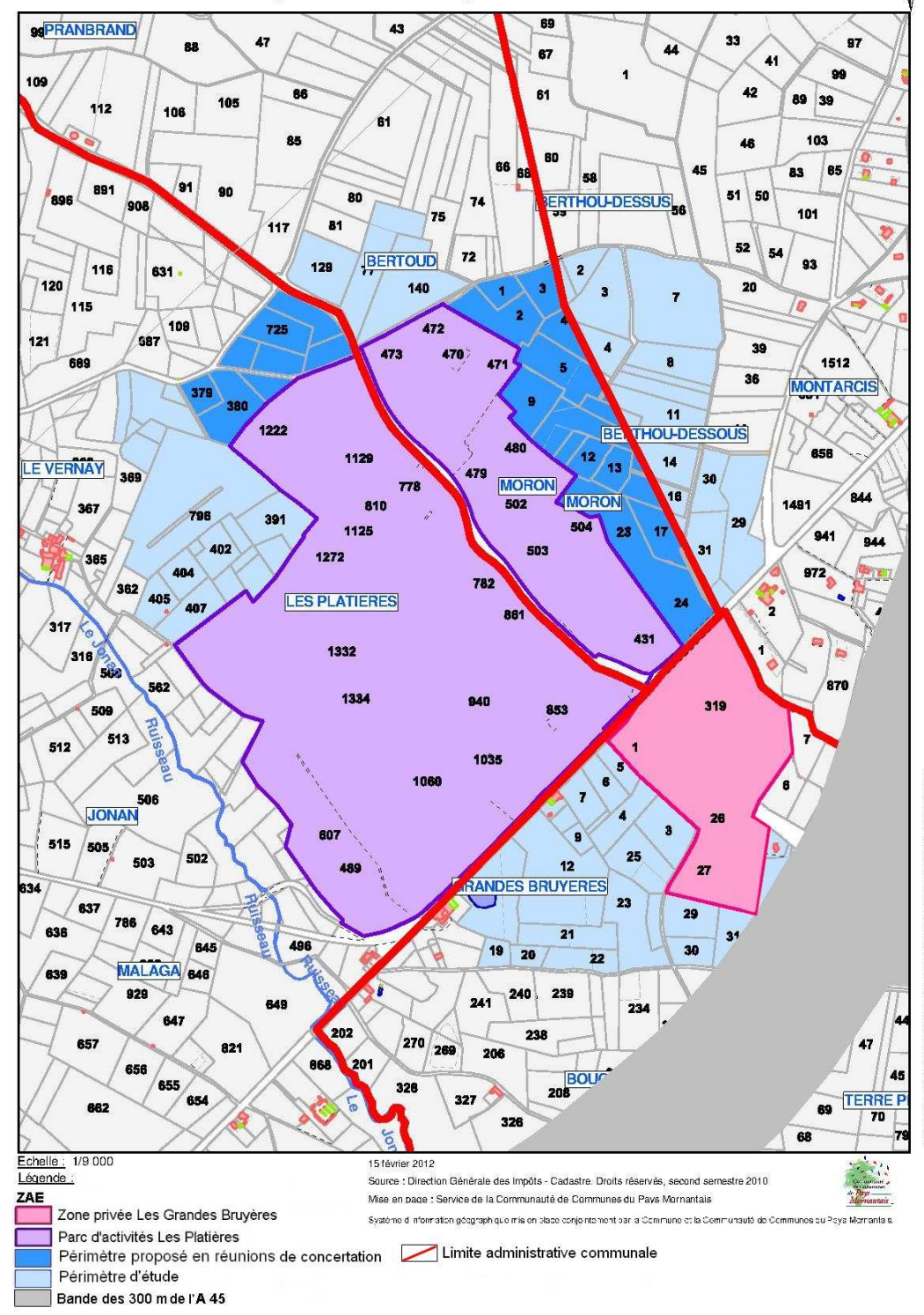
La réflexion autour du projet d'extension du Parc d'activités économiques des Platières est centrée sur les quatre communes de Mornant, Saint-Laurent d'Agnay, Chassagny et Taluyers, à 30 km au sud ouest de Lyon et en proximité de Givors, carrefour de communication. Ces quatre communes sont situées en partie sur le plateau faisant la jonction entre la vallée du Rhône, à l'est, et les monts du Lyonnais, à l'ouest.

L'actuel Parc d'activités des Platières recouvre 65 ha sur les communes de Mornant et Saint Laurent d'Agnay. L'extension de la zone est limitée à 39,4 ha et ne pourra s'effectuer qu'en deux phases, au delà de l'horizon 2015 et en continuité immédiate de la zone actuelle.

Le périmètre a l'étude pour l'extension du Parc d'activités est de 65 ha environ.

Le Parc est positionné sur l'axe structurant de la D342 qui permet de proposer une desserte routière en adéquation avec l'activité des entreprises.

Périmètre d'étude - Projet d'extension Parc d'activités Les Platières - Etudes complémentaires agricole et environnementale

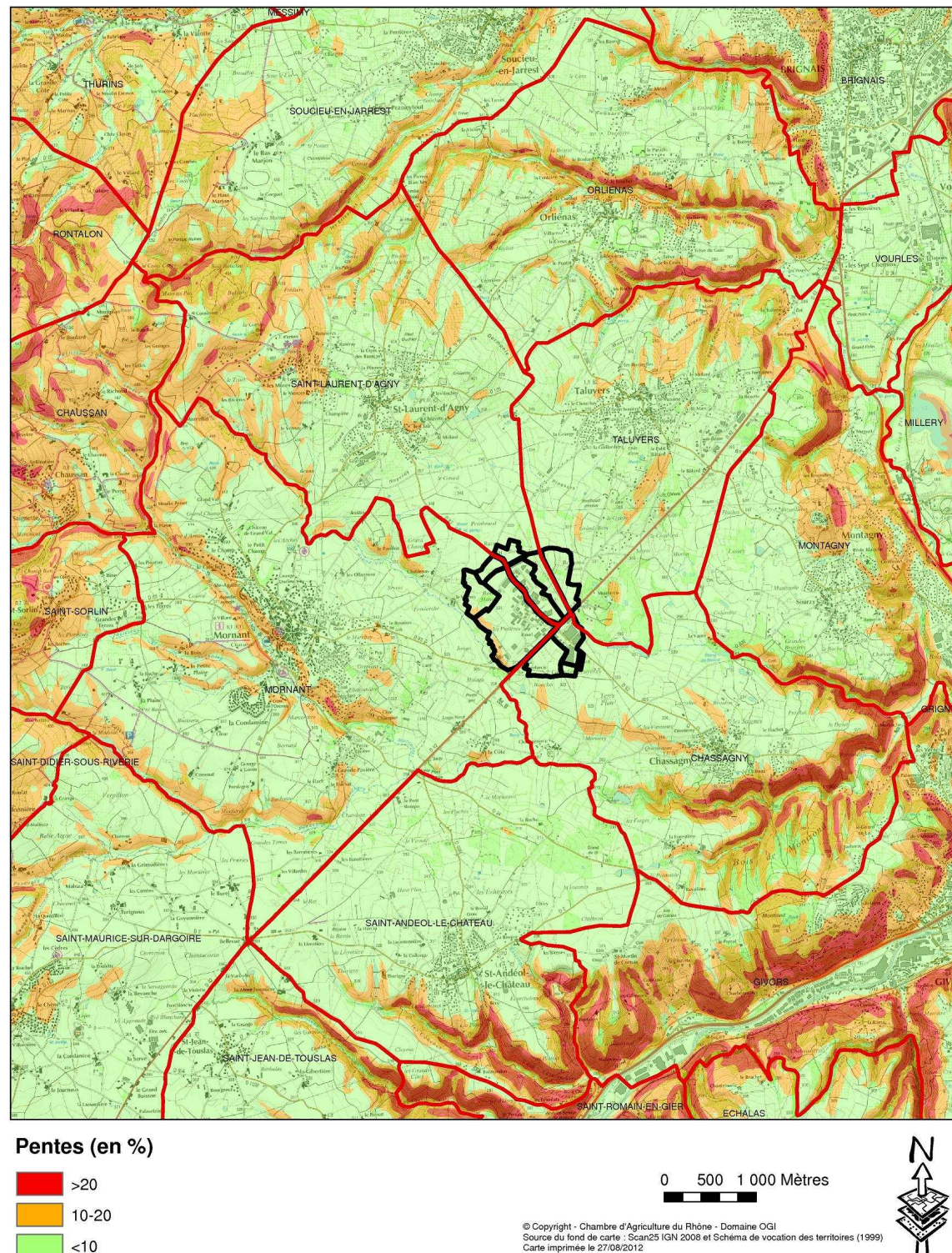


Les secteurs de couleur bleu foncé ont fait consensus lors des réunions de concertation avec la profession agricole. Le périmètre d'étude a été élargi aux zones bleu clair.



## 2. 2. Le relief : un large plateau

### Carte des pentes

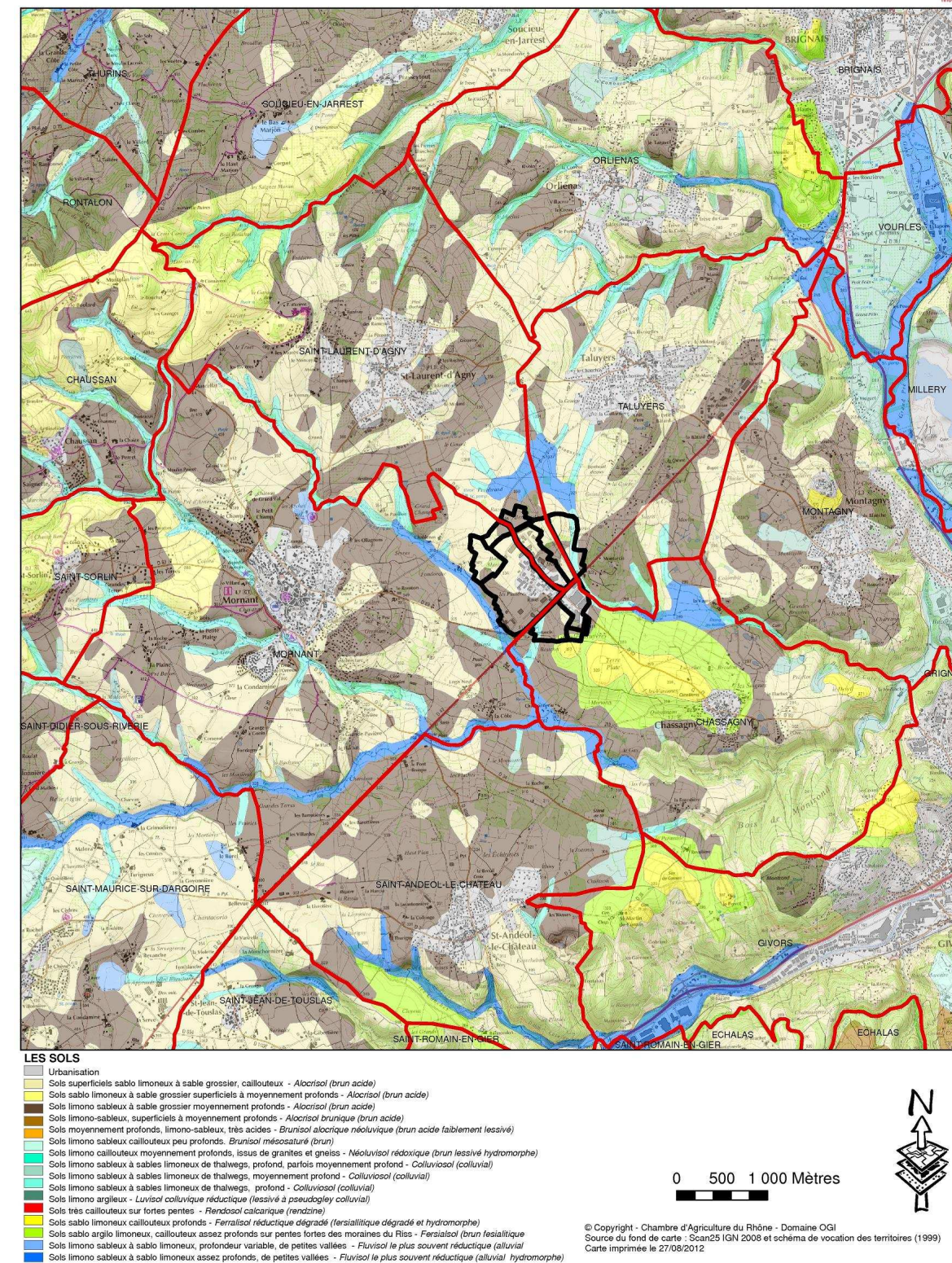


Les quatre communes où se situe le périmètre d'extension à l'étude se regroupent autour d'un large plateau dominant la vallée du Rhône et d'une altitude moyenne de 370 mètres (320 mètres d'altitude environ pour la zone d'étude). Dans son ensemble, le plateau est marqué par de nombreuses ruptures créées par le réseau hydrographique. Le périmètre à l'étude pour la réflexion d'extension du Parc d'activités est délimité à l'ouest par le ruisseau « Le Jonan » et à l'est par « le Broulon ».

Les pentes restent relativement faibles et sont généralement inférieures à 10%.

## 2. 3. Les sols

### Carte des sols



Les quatre communes de projet sont majoritairement constituées d'alccrisols. Ce sont des sols bruns acides, de profondeur variable (superficiels à moyennement profonds). Ces sols sont liés à la dureté et à la pauvreté de la roche mère qui entraîne une désaturation des horizons de surface.

Nous notons cependant deux qualités différentes de sols sur la zone à l'étude.

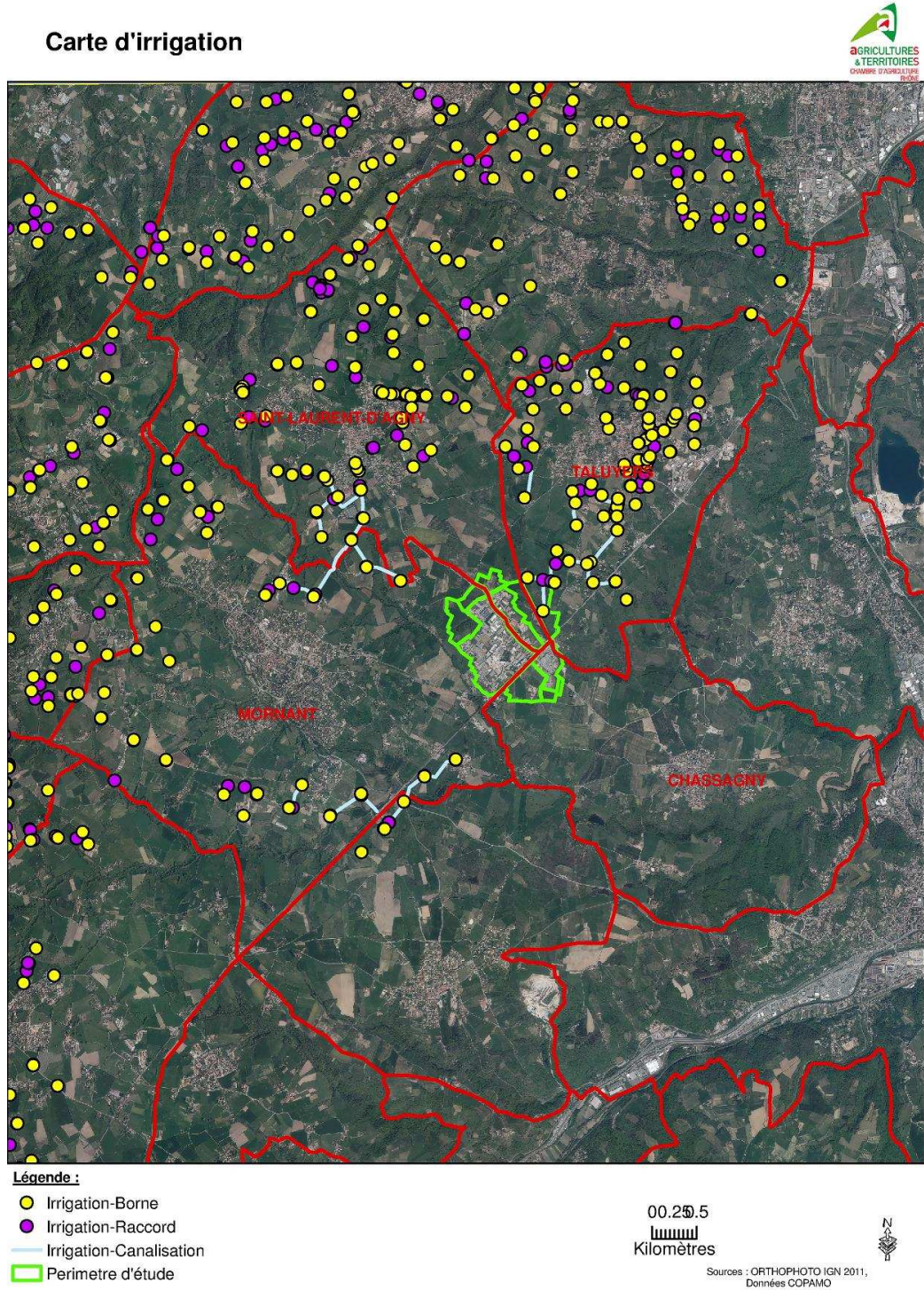
Une partie du périmètre d'étude se développe sur des sables limoneux grossiers superficiels, à faible potentiel agronomique (jaune).



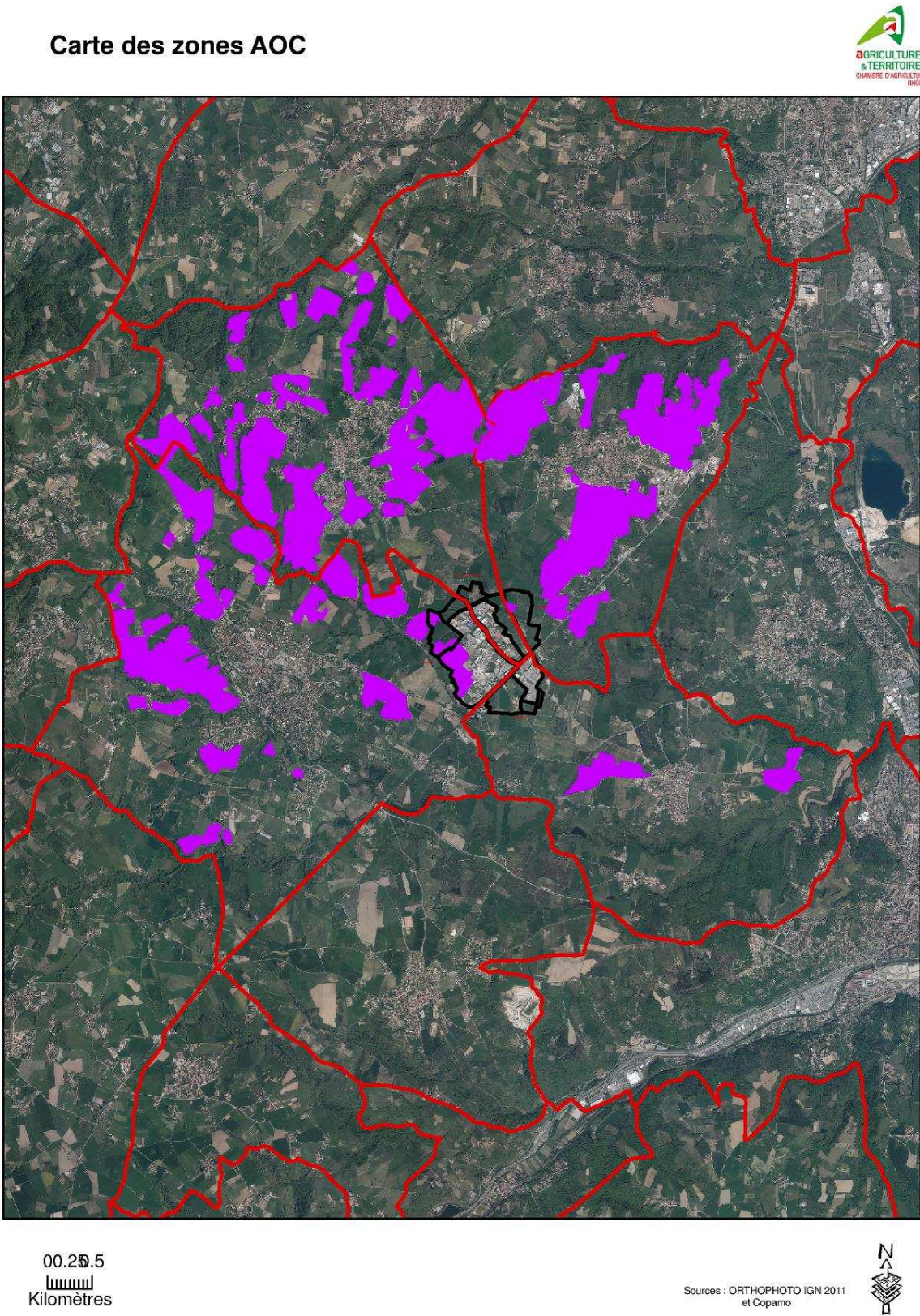
Une autre partie se caractérise par des sols limono sableux moyennement profonds (marron). Dans l'ensemble le potentiel agronomique de ces sols est assez faible mais ces sols sont plus favorables aux cultures que les précédents.

2.4. Un secteur irrigué et remembré

Trois des communes du secteur d'étude sont desservies par le réseau d'irrigation collectif géré par le Syndicat Mixte d'Hydraulique Agricole du Rhône (SMHAR). La présence du réseau d'irrigation permet d'améliorer les rendements cultureux de façon non négligeable, cela venant compenser la faible valeur agronomique des sols (sols séchants). De plus, les communes de Taluyers et Saint Laurent d'Agy ont également fait l'objet d'un remembrement au milieu des années 70 qui avait amélioré considérablement la structure du parcellaire des exploitations. Concernant le périmètre d'étude, seule la partie située sur la commune de Taluyers est irriguée.



2.5. Un potentiel AOC non utilisé

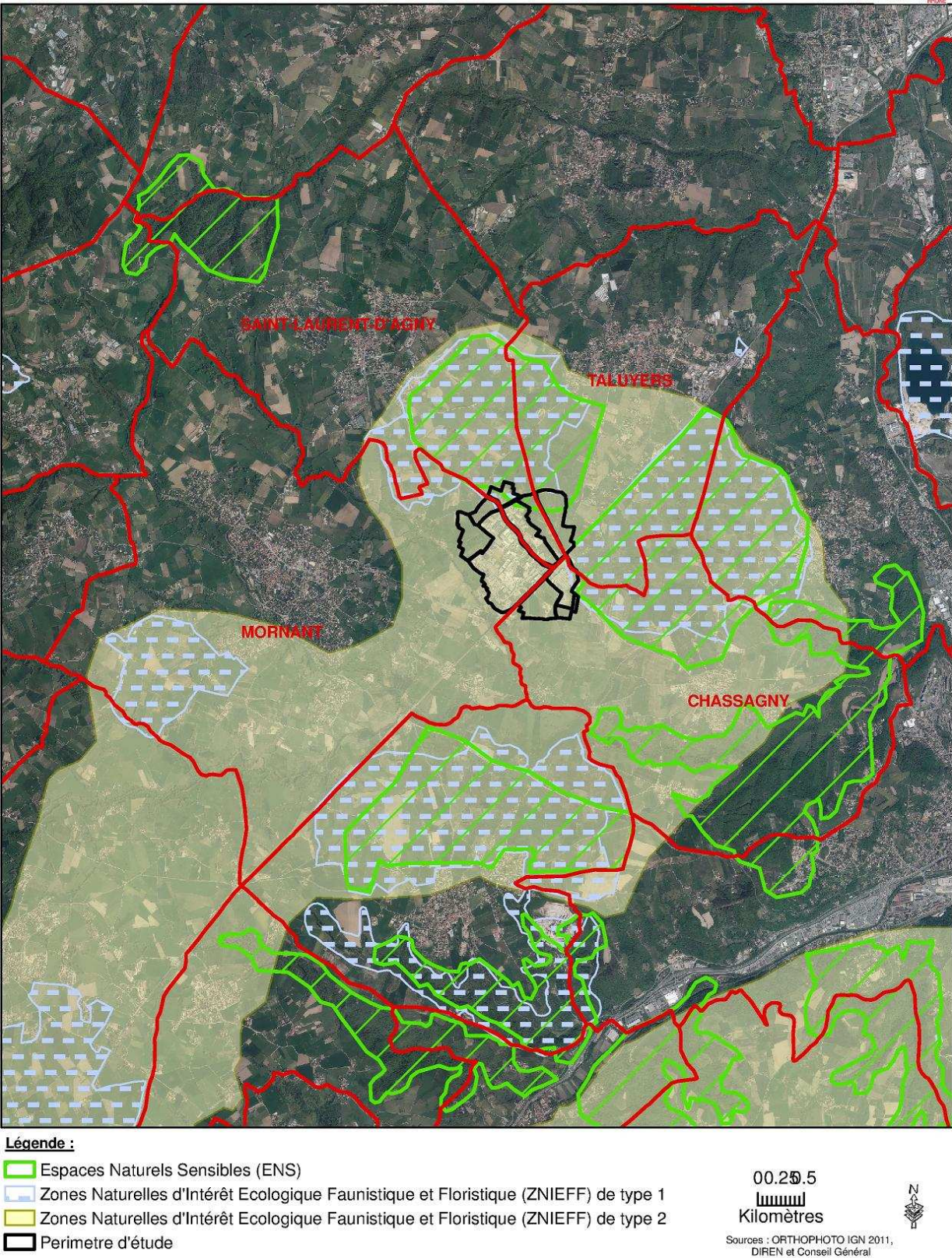


Une partie du périmètre à l'étude est classé en zone d'Appellation d'Origine Contrôlée Coteaux du Lyonnais. Certes l'activité viticole est marginale sur le territoire mais la zone AOC est révélatrice d'un réel potentiel de production sur le territoire.



## 2. 6. Des espaces naturels riches

### Carte des espaces naturels



Les communes à l'étude pour l'extension du Parc des Platières constituent un secteur aux intérêts naturels multiples. Illustration de cet attrait, deux Espaces Naturels Sensibles (ENS), situés en proximité immédiate du périmètre d'étude, ont été identifiés dans le cadre de la politique de conservation et de valorisation des sites naturels du Conseil Général du Rhône

L'ENS dit du bocage du Berthoud situé sur les communes de Saint Laurent d'Agnay et de Taluyers présente un intérêt naturaliste et paysager. De même, de par la juxtaposition de zones humides et sèches, l'ENS dit des landes de Montagny a été identifié comme espace naturel d'intérêt écologique majeur à préserver et espace agricole d'intérêt public à maintenir.

Des Zones Naturelles d'Intérêt Faunistique et Floristique de type 1 sont également identifiées. C'est le cas du Plateau de Berthoud dont l'intérêt naturaliste réside dans la juxtaposition de champs ouverts, de prairies, de bosquets et d'arbres isolés. De même, la ZNIEFF de type 1 dite des zones humides et landes de Montagny est bien connue des naturalistes pour l'intérêt de sa faune et flore. La richesse exceptionnelle du site tient à l'imbrication des milieux et à leur interrelation.

Enfin, l'ensemble du secteur d'étude est intégré à la ZNIEFF de type 2 dite du plateau mornantais qui conserve un paysage original de landes sèches, de zones humides, de prairies et de cultures.

La zone de projet se situe à l'interface de communes disposant d'une richesse sur le plan environnemental, qu'elle soit simplement inventoriée (ZNIEFF), ou concrètement préservée par le biais de plans de gestion (ENS). Dans tous les cas, ce patrimoine naturel connu est à prendre en considération pour l'emplacement du projet d'extension du Parc d'activités des Platières.

### Conclusion : entités paysagères et agriculture

Plusieurs facteurs naturels et anthropiques déterminent l'orientation de l'activité agricole sur le secteur. Ainsi, la nature des sols, la présence d'un large plateau et le potentiel irrigable sont autant d'éléments propices au développement de cultures céréalières et arboricoles. On peut qualifier cette zone de plateau agricole. De plus, de nombreux espaces prairiaux sont présents sur le secteur. La valeur agronomique plutôt modeste de certains secteurs est compensée par la présence du réseau d'irrigation qui permet le développement de tout type de culture.



3. L'évolution de l'activité agricole sur le territoire des quatre communes

3. 1. La vocation agricole du territoire

D'après le Recensement Général Agricole de 2010, la Surface Agricole Utilisée (SAU) des exploitations des communes de Taluyers, Chassagny, Mornant et Saint Laurent d'Agy est d'un peu plus de 2000 ha (estimation car les données ne sont pas communiquées pour la commune de Chassagny). La SAU des exploitations correspond à la surface exploitée (sur les quatre communes ou sur d'autres communes) par les agriculteurs dont le siège est basé sur l'une des quatre communes.

Si l'on s'intéresse aux documents d'urbanisme opposables au moment de la réalisation de l'étude, les POS et PLU actuels classent en zone agricole :

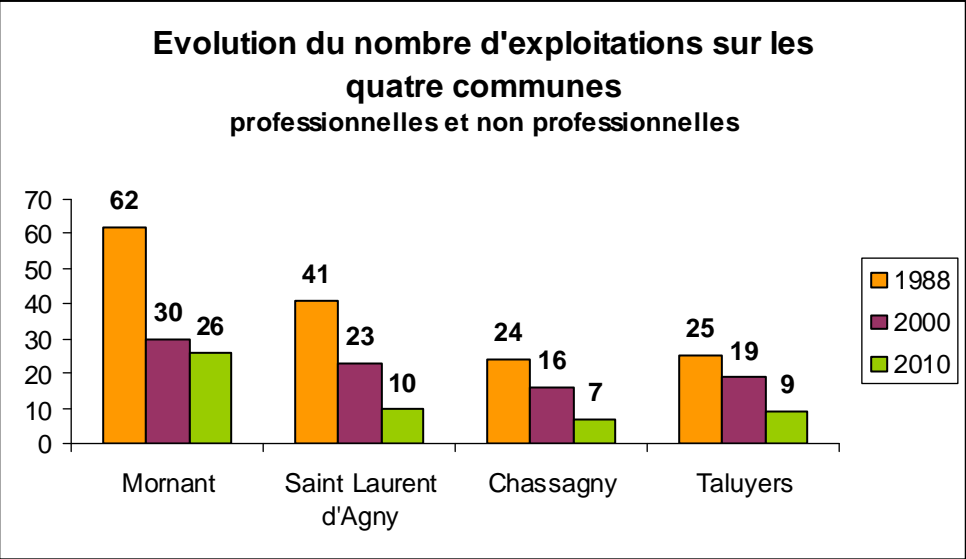
- 396 ha sur la commune de Chassagny
- 545 ha sur la commune de Taluyers
- 728 ha sur la commune de Mornant
- 796 ha sur la commune de Saint Laurent d'Agy.

Au total, 2465 ha sont classés en zone agricole dans les différents documents d'urbanisme, sur une superficie totale des 4 communes de 4373 ha. Près de 60% du territoire des 4 communes est classé en zone agricole. Cette donnée nous confirme le caractère rural et agricole de la zone. Cependant, la situation est assez variable selon les communes.

La vocation agricole du territoire semble plus affirmée sur les communes de Taluyers et Saint Laurent d'Agy avec respectivement 67% et 75% de surfaces classées agricoles au document d'urbanisme. A Mornant et Chassagny, cette part est respectivement de 46% et 42%.

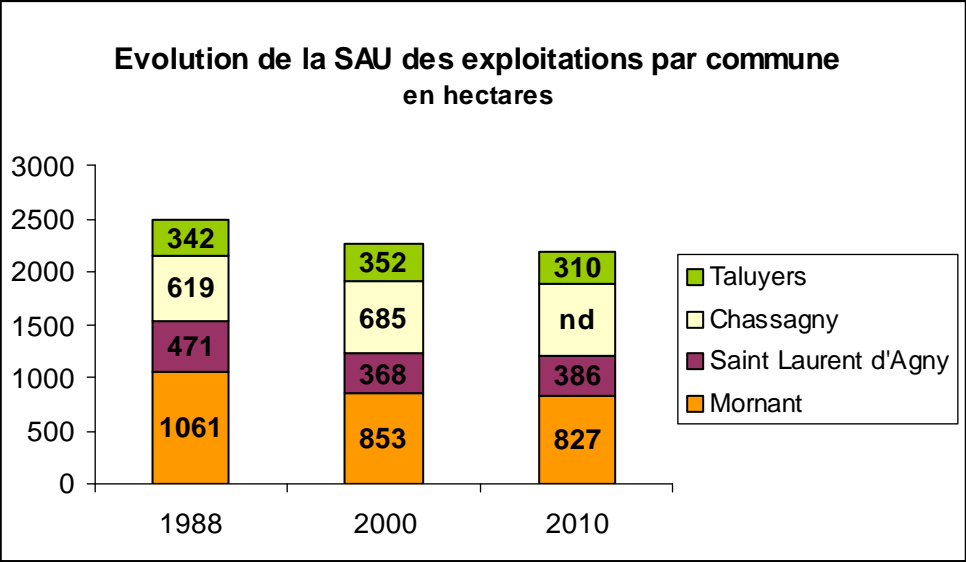
3. 2. Les exploitations agricoles

De manière générale, le nombre d'exploitations agricoles de chaque commune a nettement chuté depuis 1988. Cette chute impacte à la fois les exploitations familiales et les exploitations dites professionnelles.



En termes de surfaces, une diminution des surfaces exploitées par les exploitants agricoles ayant leur siège sur les communes concernées peut également être observée entre 1988 et 2000. Cela s'observe moins entre 2000 et 2010 où la diminution des surfaces a été de moindre importance. Ainsi, entre 1988 et 2000, la diminution en nombre des exploitations communales ne s'est donc pas faite au profit d'un

accroissement des structures restantes, comme c'est le cas pour les exploitations de nombreuses communes. Cependant, ce phénomène a tendance à s'observer depuis les années 2000.

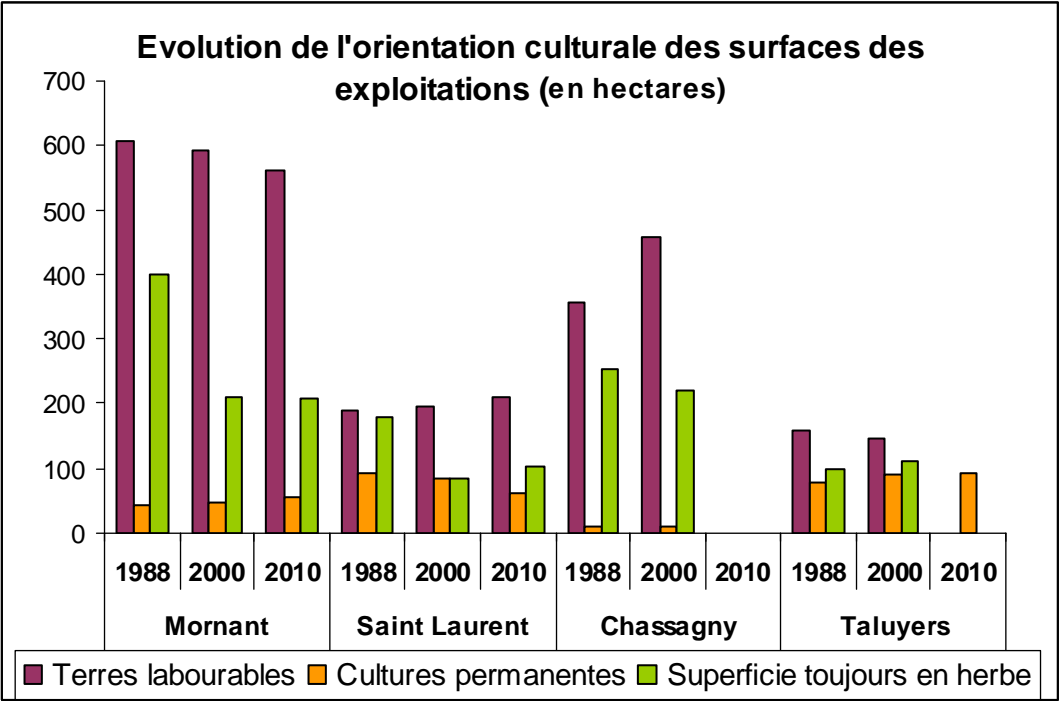


La surface agricole utilisée par les exploitations du territoire d'étude a diminué d'au moins 349 ha entre 1988 et 2010 (commune de Chassagny non comptabilisée).

On peut identifier deux raisons pour expliquer ce phénomène :

- La principale cause de la diminution de SAU est l'urbanisation (habitation, infrastructures, zones d'activités). Les surfaces agricoles sont peu à peu urbanisées et perdent leur vocation agricole.
- Par ailleurs, après une cessation d'activité et un démembrement d'exploitation, certaines surfaces agricoles du territoire sont exploitées par des agriculteurs dont le siège est basé à l'extérieur. Elle n'apparaissent donc plus dans la SAU des exploitations du territoire.

3. 3. L'orientation des surfaces agricoles



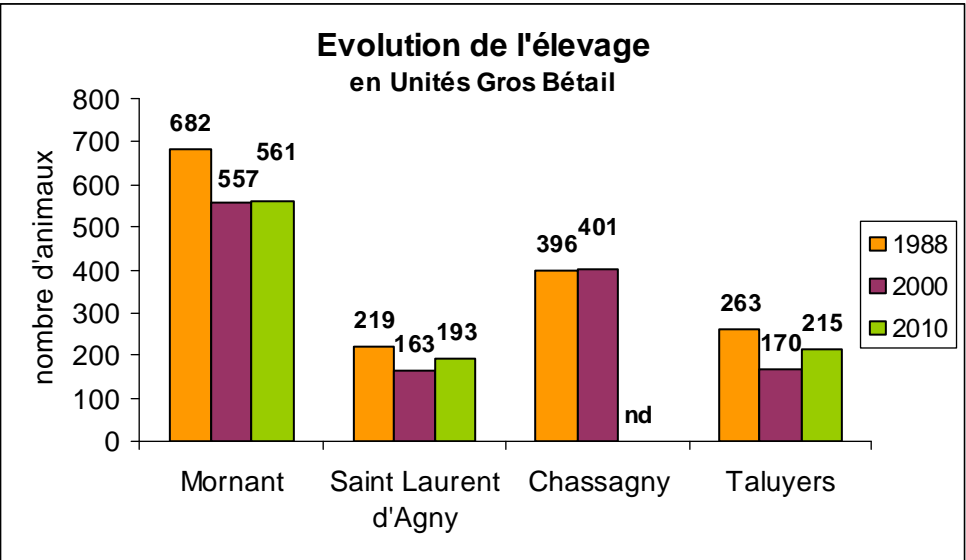
En fonction des communes, on observe des évolutions différentes en termes d’orientations culturelles.

Dans l’ensemble, les surfaces en terres labourables semblent se maintenir voire augmenter sur certaines communes depuis 1988.

En revanche, la Superficie Toujours en Herbe (STH) a chuté entre 1988 et 2000 mais semble se maintenir voire regagner du terrain ces dernières années. Une des raisons principales de la diminution des surfaces en herbe entre 1988 et 2000 a été l’urbanisation. Celle-ci s’est réalisée en priorité sur les terres labourables qui sont les meilleures terres. Afin de compenser cette perte, un transfert des cultures s’est opéré vers les parcelles en herbe, qui, de ce fait, ont régressé d’autant. Ce phénomène s’observe moins entre 2000 et 2010, cela est notamment du au fait que ce report de cultures n’est plus permis.

On constate globalement un maintien des surfaces en cultures permanentes (arboriculture notamment).

**3. 4. L’évolution de l’élevage**



Comme le montre le graphique, l’activité d’élevage a perdu de son importance entre 1988 et 2000. Cela s’est notamment expliqué par une diminution des effectifs d’animaux bovins. Cependant, l’activité d’élevage se maintient voire augmente légèrement ces dernières années (entre 2000 et 2010). En effet, malgré de nombreuses cessations d’activité, l’agriculture sur le secteur est encore dynamique et des jeunes se sont installés en élevage ces dernières années. Cependant, l’augmentation du nombre d’UGB (Unités Gros Bétail) s’explique également par un accroissement du nombre d’animaux par élevage.

**Conclusion**

**Les exploitations agricoles des quatre communes du secteur d’extension à l’étude connaissent un déclin depuis plusieurs décennies (en terme de nombre d’exploitations). Cependant, bien que la surface agricole utilisée par les exploitants ait chuté, elle semble se maintenir ces dernières années et on commence à retrouver les caractéristiques agricoles de nombreux secteurs : une diminution du nombre d’exploitations au profit du développement de structures de tailles importantes.**

**Malgré les nombreuses cessations d’activités, l’agriculture locale est dynamique, avec des exploitants agricoles jeunes investissant dans leurs structures.**

**La production céréalière et l’arboriculture, permises par un réseau d’irrigation développé et performant, ainsi que les structures d’élevage, participent fortement au dynamisme agricole et répondent à la demande sociale en approvisionnement en produits de proximité par le biais de la vente directe (fromages, fruits,...)**

**Cependant, la forte pression urbaine issue de la localisation du territoire (proximité de grandes villes et vellités de développement) est à l’origine du comportement spéculatif de nombreux propriétaires fonciers. Ainsi, de nombreuses surfaces du territoire sont inexploitées (friches) alors que les exploitants agricoles sont en manque de terres agricoles pour conforter leurs structures.**



4. L'activité agricole sur les secteurs d'extension à l'étude

4. 1. Des exploitations très différentes

4. 1. 1. Plusieurs sièges d'exploitations à proximité

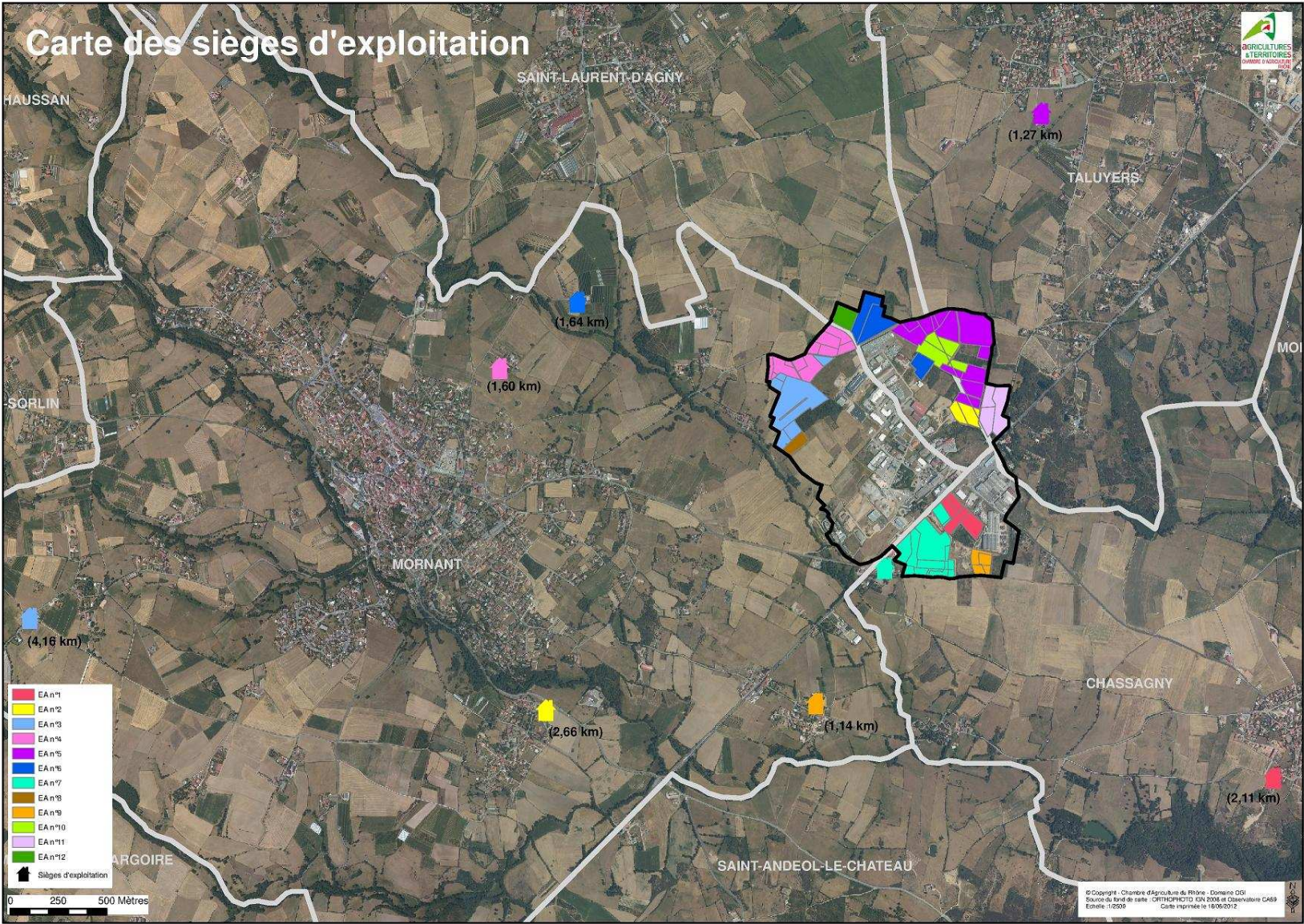
En ce qui concerne les 12 exploitations situées dans les secteurs à l'étude pour l'extension du Parc des Platières, cinq d'entre elles ont leur siège basé à Mornant, deux à Chassagny, une sur la commune de Taluyers. Soit 8 exploitations agricoles ayant leur siège sur les communes du projet. Les quatre autres sont basées à Saint Jean de Touslas, Saint Sorlin et Saint Martin en Haut.

Ainsi, la majorité des sièges d'exploitation sont situés à proximité du projet.

Une des exploitations possède un hangar agricole en proximité immédiate d'un des secteurs d'extension à l'étude.

Le changement de destination de la zone pourra entraîner des contraintes pour l'utilisation de ces bâtiments.

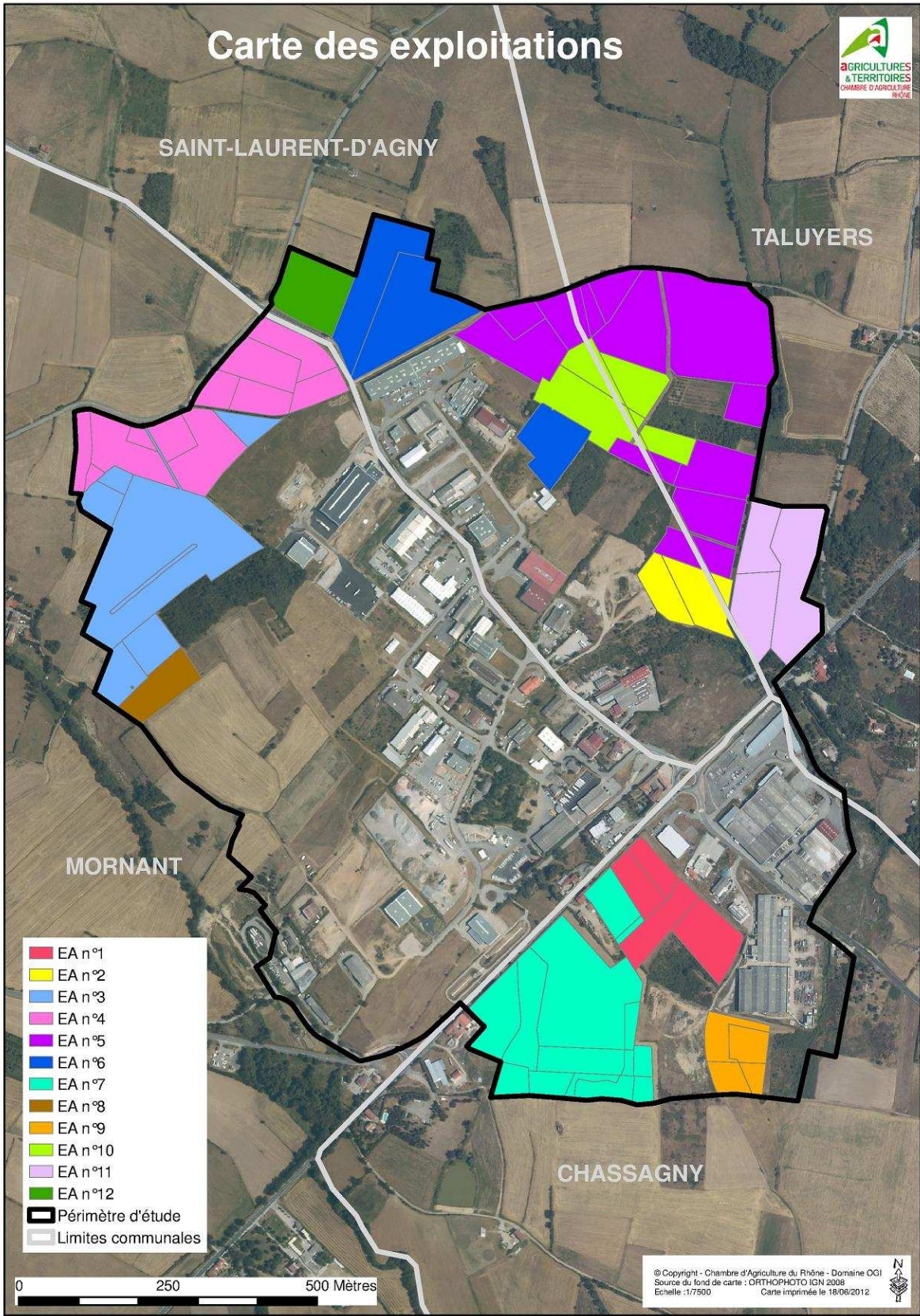
La carte suivante représente les sièges d'exploitation situés en proximité immédiate du projet. Les distances (notées sous chaque siège représenté) indiquent la distance du siège d'exploitation aux parcelles exploitées dans la zone du projet.



4. 1. 2. Des structures très diversifiées

La carte ci-dessous localise les surfaces exploitées par chaque exploitation, sur la zone d'étude.

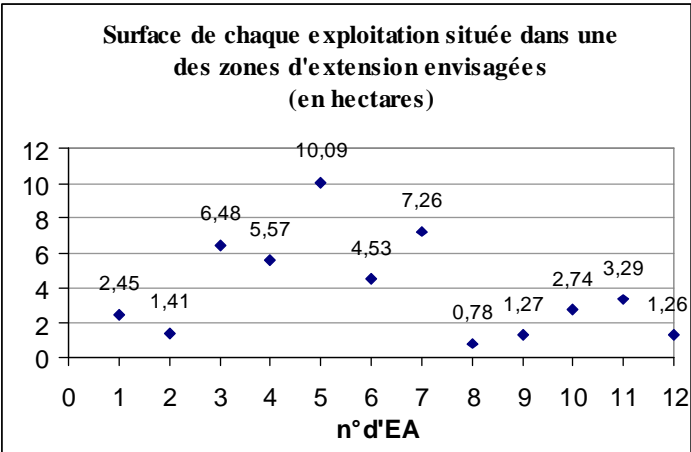
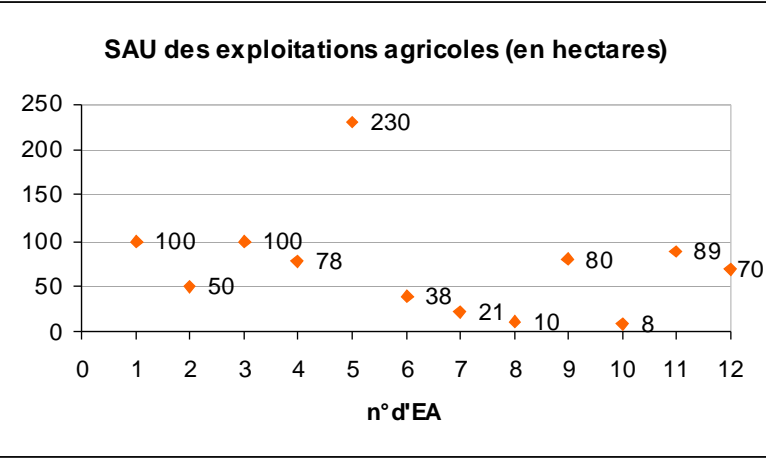
Les exploitations concernées sont de tailles très variables, comprises entre 8 ha et 230 ha environ. Pour les exploitations présentes sur la zone du projet, la SAU moyenne est de 73 ha.



Il existe de grandes disparités dans la taille des exploitations, selon l'orientation technico-économique et le statut.



Ainsi les exploitants agricoles regroupés en EARL (Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée) ou en GAEC (Groupement Agricole d'Exploitation en Commun) exploitent généralement le plus de surfaces.



En moyenne, la surface concernée par l'ensemble des zones d'extension à l'étude est de 4,17 ha par exploitation. On observe cependant des disparités selon les exploitations : l'emprise totale (toutes solutions d'extension confondues) varie de 7800 m<sup>2</sup> pour l'exploitation la moins prélevée à plus de 10 ha pour l'exploitation la plus touchée.

4. 1 .3. Des îlots bien structurés

En ce qui concerne les secteurs d'extension à l'étude, seules les solutions envisagées sur Taluyers et Saint Laurent d'Agny ont fait l'objet d'un remembrement. Sur l'ensemble du projet, on recense 19 îlots de culture. Un îlot correspond à une parcelle ou à plusieurs parcelles contiguës, d'un seul tenant, ayant le même exploitant et le même mode de culture.

Les îlots de culture présents au sein de la zone du projet sont, pour la plupart, de taille importante. Notons que pour certaines exploitations agricoles, le parcellaire exploité se prolonge en continuité directe des parcelles présentes dans la zone du projet. La taille des îlots de culture est donc d'autant plus importante (cas des exploitations n° 3, 5, 7, cf. carte des exploitations)

Il semble que cette zone plane soit très bien structurée. Les cartes présentées précédemment mettent d'ailleurs en évidence un bon regroupement des parcelles dans les zones d'extension envisagées, (mais également aux alentours pour certaines exploitations), ainsi qu'une proximité de la plupart des sièges d'exploitations.

4. 2. Des orientations technico-économiques diverses

Six exploitations agricoles sont sous forme sociétaire (3 GAEC, 3 EARL). Les autres sont des exploitations individuelles. Au total, la main d'œuvre présente sur les onze exploitations étudiées représente 26 UTA (Unité de Travail Annuel), sans prendre en compte les emplois saisonniers ou temporaires. Un des chef d'exploitation est double actif.

4. 2. 1. De nombreuses exploitations d'élevage

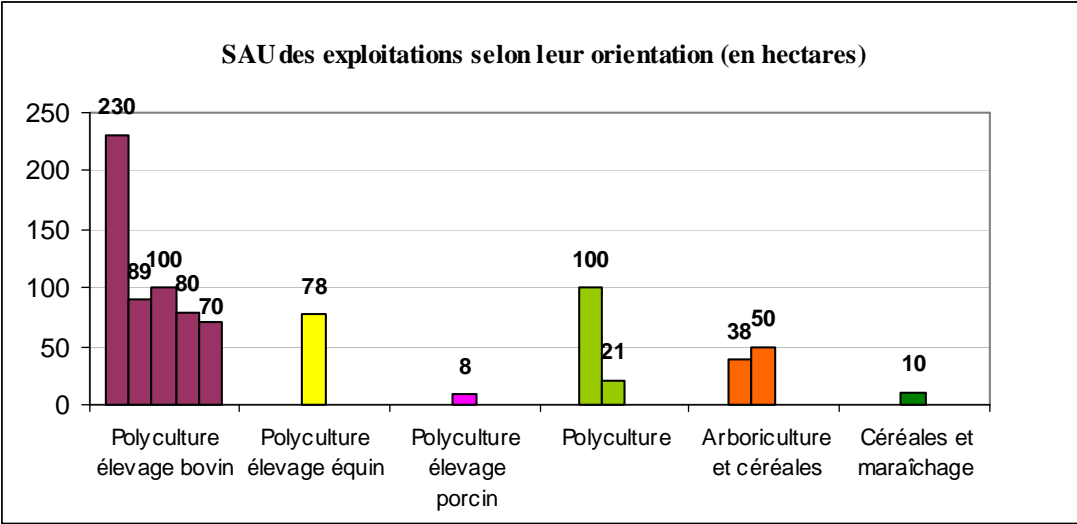
L'orientation technico-économique (OTEX) conditionne, en grande partie les surfaces exploitées, en termes d'occupation du sol mais également de taille d'exploitation.

Sur les zones envisagées pour le projet d'extension, les exploitations présentes sont très diverses. Cependant, l'OTEX principale de plus de la moitié des exploitations étudiées est l'élevage, qui concerne sept exploitations sur les douze enquêtées. Le type d'élevage diffère en fonction des exploitations. Les cinq autres exploitations possèdent toutes des grandes cultures mais le mode d'exploitation est variable.

OTEX	nombre d'exploitations
Polyculture élevage bovin	5
Polyculture élevage équin	1
Polyculture élevage porcin	1
Polyculture	2
Arboriculture et céréales	2
Céréales et maraîchage	1

Certaines exploitations sont spécialisées alors que d'autres ont des activités de diversification.

Dans la majorité des cas, les exploitations céréalières et d'élevage (bovins et chevaux) exploitent des surfaces importantes. Les exploitations arboricoles ou céréalières avec activité de diversification (arboriculture ou maraîchage) exploitent quant à elles des surfaces moindres.



Les cinq exploitations agricoles orientées vers l'élevage bovin, possèdent un cheptel laitier. L'une d'entre elles présente, en plus de l'activité bovin lait, une activité caprine (15 chèvres) et une autre possède également 30 vaches allaitantes et 12 ha de vignes. Parmi ces exploitations laitières, les quotas laiterie vont de 131 000 litres à 580 000 litres, ce qui témoigne d'une grande diversité des structures. Cependant, les deux exploitations ayant le moins de quotas laiterie pratiquent la transformation et la vente directe avec 30 000 litres et 225 000 litres de quotas vente directe. Les surfaces des exploitations évoluent entre 70 ha et 230 ha.

Les deux exploitations spécialisées en polyculture cultivent 100 ha et 21 ha. L'un est double actif et les 100 hectares sont donc suffisants ; cependant une surface de 21 ha en polyculture est assez faible. En effet, pour des céréaliers, la surface minimum permettant de tirer un revenu correct pour l'exploitation est estimée entre 100 et 150 ha. Cependant, cet exploitant agricole a converti son exploitation à l'agriculture biologique ce qui lui permet de mieux valoriser sa production.

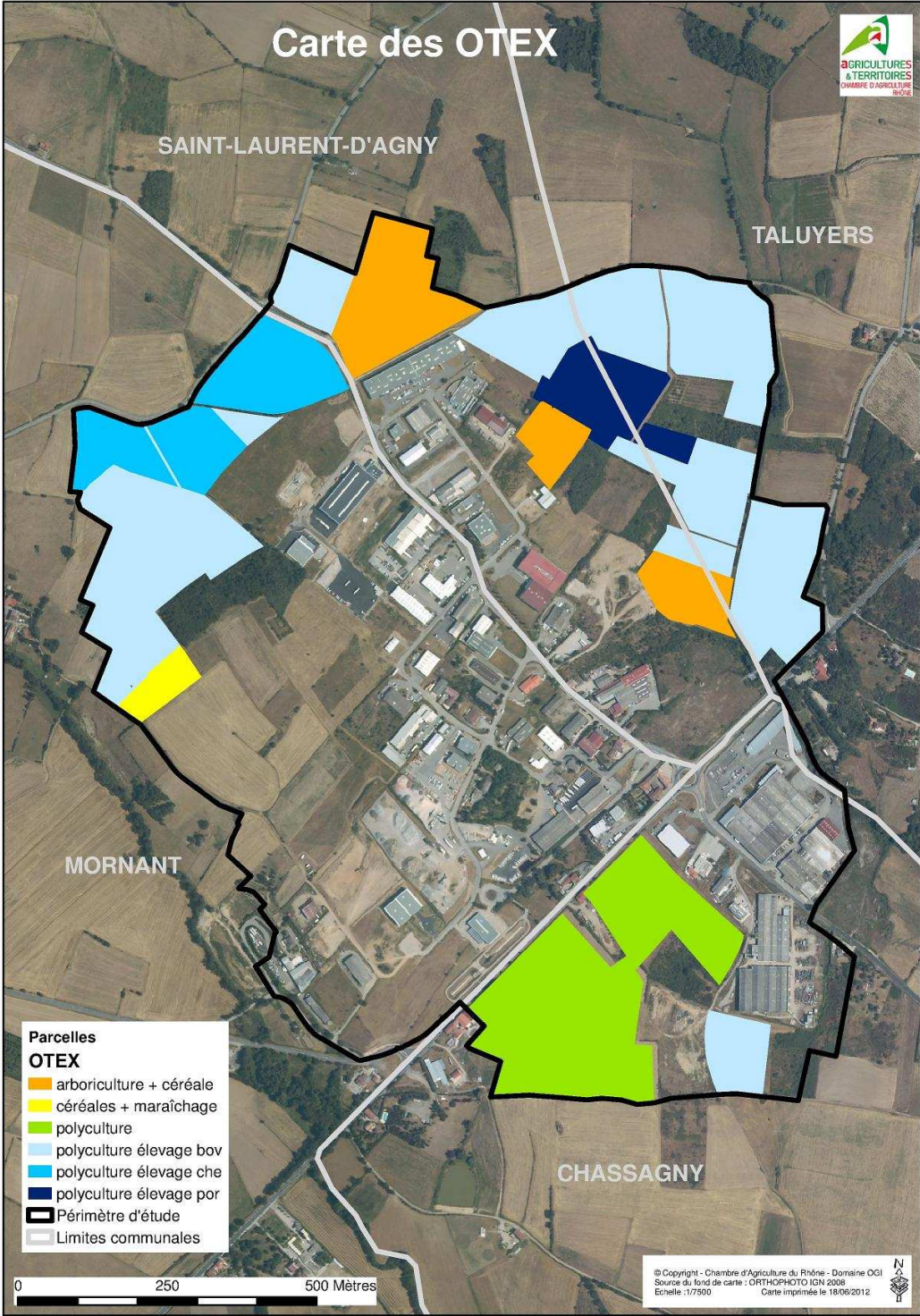


Concernant les deux exploitations présentant une activité arboricole et céréalière, l’une des deux a pour activité principale l’arboriculture alors que la production céréalière est majoritaire pour la seconde exploitation.

L’éleveur porcin possède un atelier de transformation de charcuterie fermière et écoule ses produits dans un point de vente collectif.

L’exploitant agricole orienté vers une production céréalière et maraîchère pratique également l’arboriculture. Il écoule sa production de fruits et légumes sur les marchés.

Malgré une grande diversité des structures, de nombreuses exploitations sont de taille moyenne et sont plutôt dans une logique de recherche de surfaces supplémentaires pour une augmentation de leurs revenus, ou pour concrétiser certains projets d’exploitation.. Dans ce contexte, le projet d’extension du Parc d’activités des Platières, qui s’accompagne du retrait de surfaces agricoles, sera fortement pénalisant.



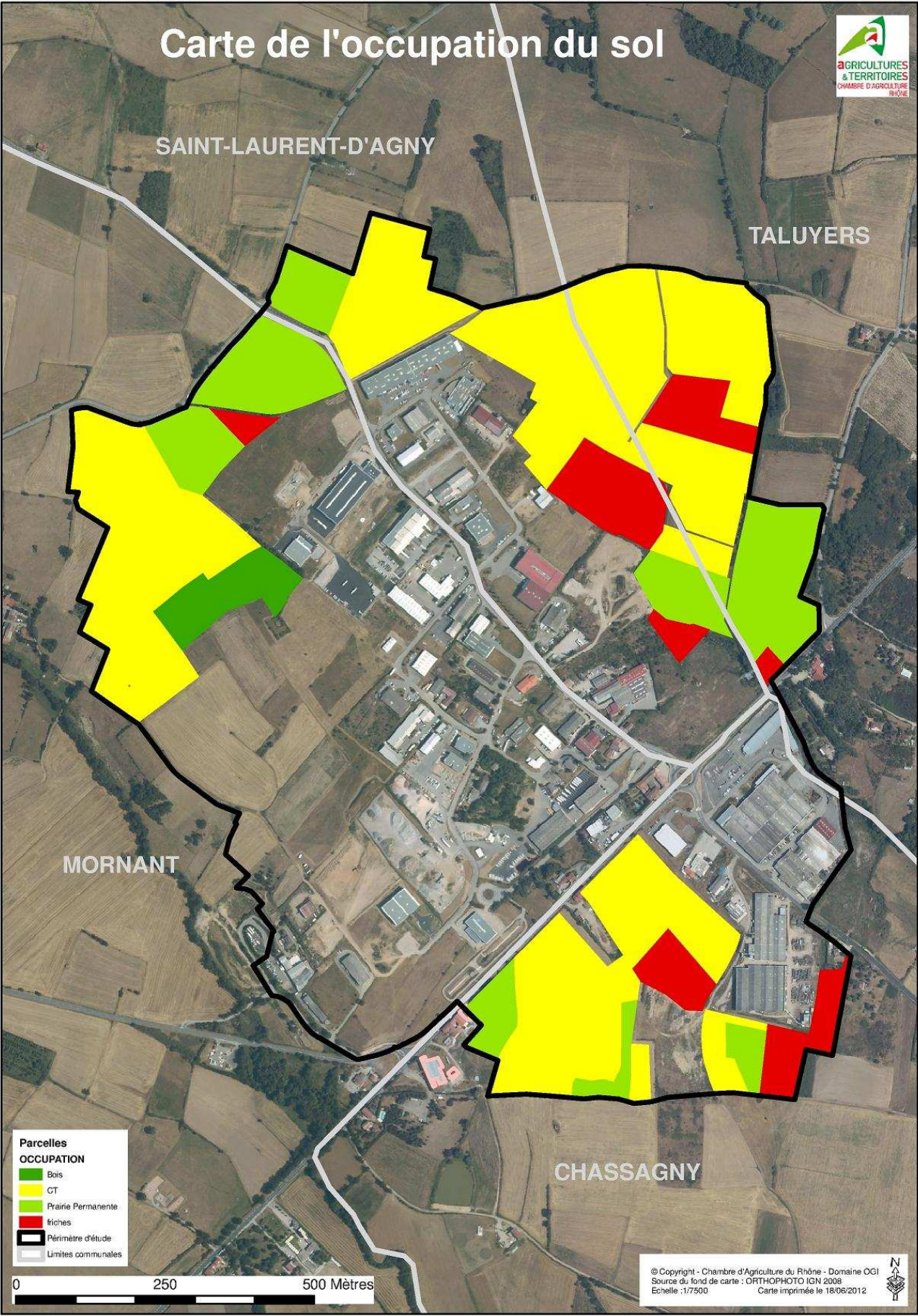
La carte ci-contre représente l'utilisation du sol selon l'orientation technico-économique des exploitations.

L'activité d'élevage, occupe la majeure partie des surfaces. La polyculture, est plus localisée dans le sud de la zone.

L'OTEX (Orientation Technico-économique des Exploitations) ne nous renseigne que partiellement sur l'occupation du sol, puisque les élevages utilisent une part importante des surfaces pour la culture de céréales.

La carte suivante précise donc la nature des cultures pour chaque parcelle. La zone se partage entre cultures fourragères pour le bétail et grandes cultures (pour l'autoconsommation du bétail et pour la vente).

4. 2. 2. La majeure partie des surfaces en terres labourables





Au moment de la réalisation de l'étude, les surfaces se partagent entre terres labourables pour la culture de céréales de vente et l'autoconsommation du bétail, et les prairies. Selon les rotations et en fonction des années, certaines surfaces actuellement en céréales sont semées en prairies et sont fauchées et/ou utilisées pour le pâturage. Les prairies représentées sur la carte sont des prairies permanentes. Elles sont fauchées et peuvent parfois être utilisées pour le pâturage.

Selon l'orientation des cultures, les contraintes ne sont pas les mêmes. Pour les surfaces en herbe, et notamment lorsque ces surfaces sont pâturées, la proximité des bâtiments d'exploitation est primordiale, surtout pour limiter le transport des animaux. Ainsi, en cas de suppression de pâtures, la difficulté sera de retrouver des parcelles à proximité. En ce qui concerne les terres labourables pour les grandes cultures, la problématique est toute autre. C'est la qualité des terrains (terrain plat, aptitude agronomique...) et la structuration du parcellaire qui sont déterminantes (îlots de culture de taille conséquente).

#### 4. 2. 3. Des surfaces primées en majorité

La majeure partie de ces surfaces bénéficient des aides PAC (Politique Agricole Commune). Ces subventions sont primordiales car elles forment une part importante du revenu des céréaliers et des éleveurs. Elles sont conditionnées par le foncier.

La perte de surfaces n'est pas sans conséquence sur le système de production. En effet, la réforme de la Politique Agricole Commune a introduit le principe de découplage des aides directes. Deux types d'aides sont alors en vigueur : les aides couplées à la production et les aides découplées. Ces dernières sont fondées sur un dispositif de Droits à Paiement Unique par hectare (DPU).

Le nombre de DPU et leur valeur, pour chaque exploitant, est fonction des aides directes perçues au cours d'un période de référence.

Pour actionner les droits chaque année, le titulaire devra justifier d'autant d'hectares que de droits, et les DPU non utilisés pendant trois années retourneront à la réserve nationale. Aussi, en cas de perte de foncier pendant une durée de plus de trois ans, les DPU sont définitivement perdus pour un agriculteur.

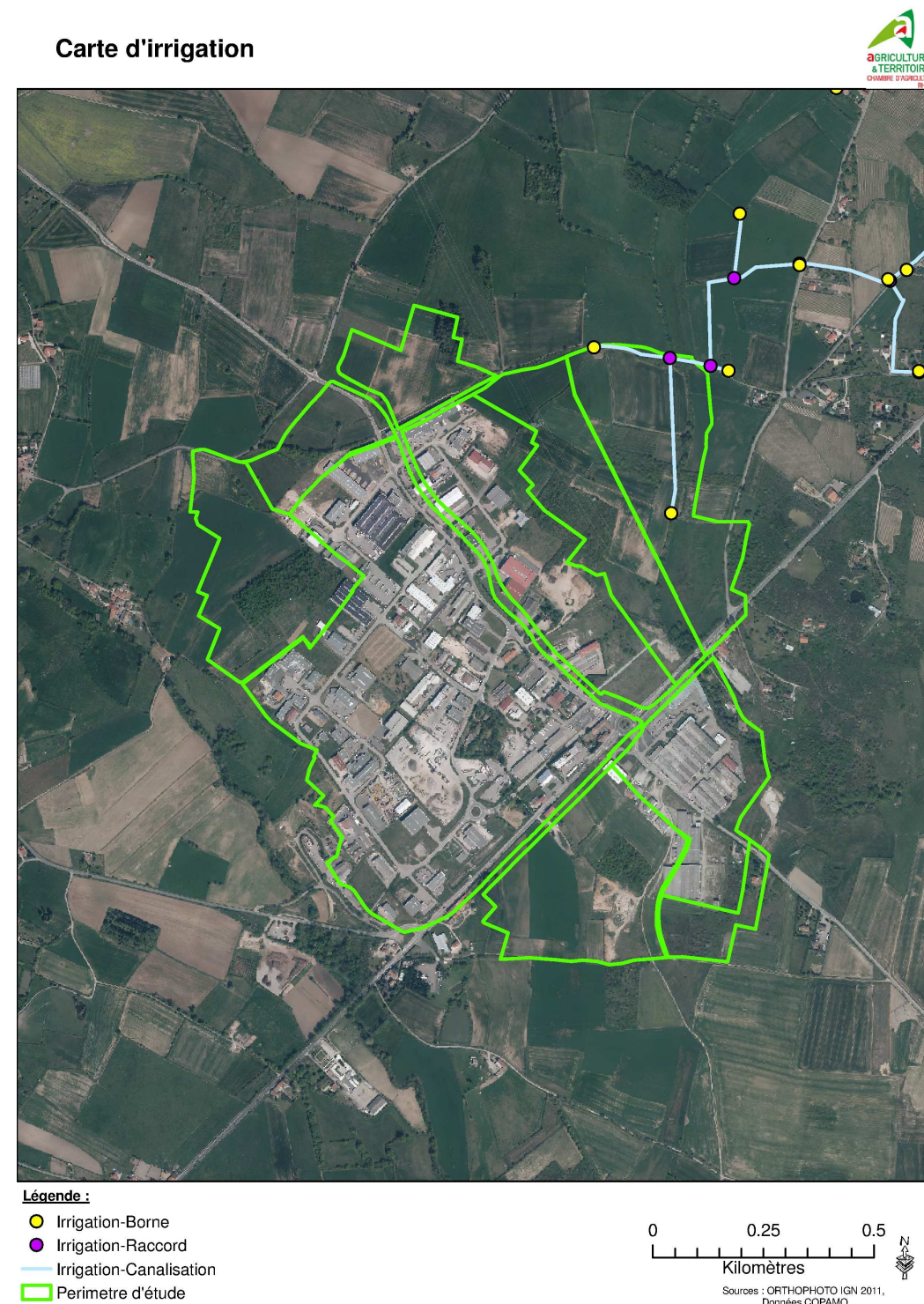
La réforme de la PAC a également introduit un lien entre le versement des DPU et le respect de normes en matière d'environnement, de sécurité alimentaire, de santé animale et de bien-être des animaux, ainsi qu'à l'exigence du maintien de toutes les terres agricoles dans des conditions agronomiques et environnementales satisfaisantes (la conditionnalité).

Dans ce cadre, la directive nitrates (en vigueur sur Saint Martin en Haut où siège l'un des exploitants impacté) limite à 170 kg d'azote organique / ha éphémère. Le prélèvement de foncier sur la zone peut poser des problèmes à certains agriculteurs. En effet, cette zone peut être considérée comme une zone stratégique pour l'épandage, car elle est plate et elle est éloignée des habitations.

#### 4. 3. Un secteur engagé et aménagé

Comme nous l'avons remarqué dans la partie de présentation du territoire, une partie du secteur d'étude (commune de Taluyers) est desservie par le réseau d'irrigation collectif géré par le Syndicat Mixte d'Hydraulique Agricole du Rhône (SMHAR). Cette même partie de territoire a également fait l'objet d'un remembrement.

Carte d'irrigation



De plus, notons que certaines parcelles présentent un système de drainage, vieillissant mais entretenu par les exploitants agricoles. Ces drains ont été mis en place afin d'assainir les terres et d'en tirer un meilleur potentiel agronomique.

Par ailleurs plusieurs types d'engagement ont été pris sur ce secteur.

Deux exploitants agricoles présents sur la zone du projet ont engagé leurs parcelles en Agriculture Biologique. La conversion à l'Agriculture Biologique implique des investissements spécifiques et la

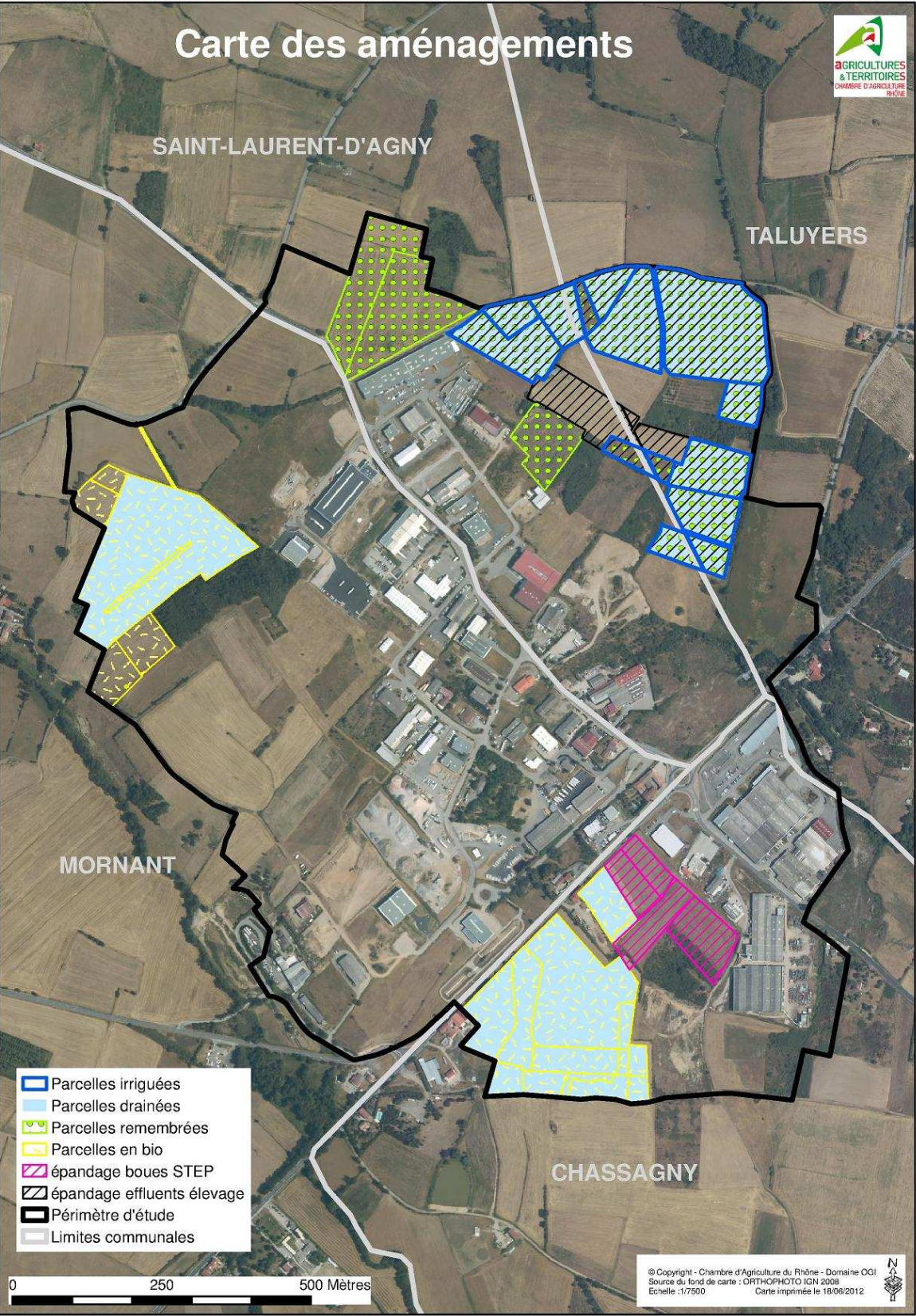


période de conversion peut entraîner une baisse des rendements, en lien avec les nouvelles pratiques agronomiques engagées. Ainsi ces exploitants ont investi sur leurs parcelles.

Par ailleurs, certaines parcelles font l'objet d'épandage :

- de boues de station d'épuration
- d'effluents d'élevage

La limitation des zones d'épandage des effluents d'élevage peut poser des problèmes pour le respect de la directive nitrates.

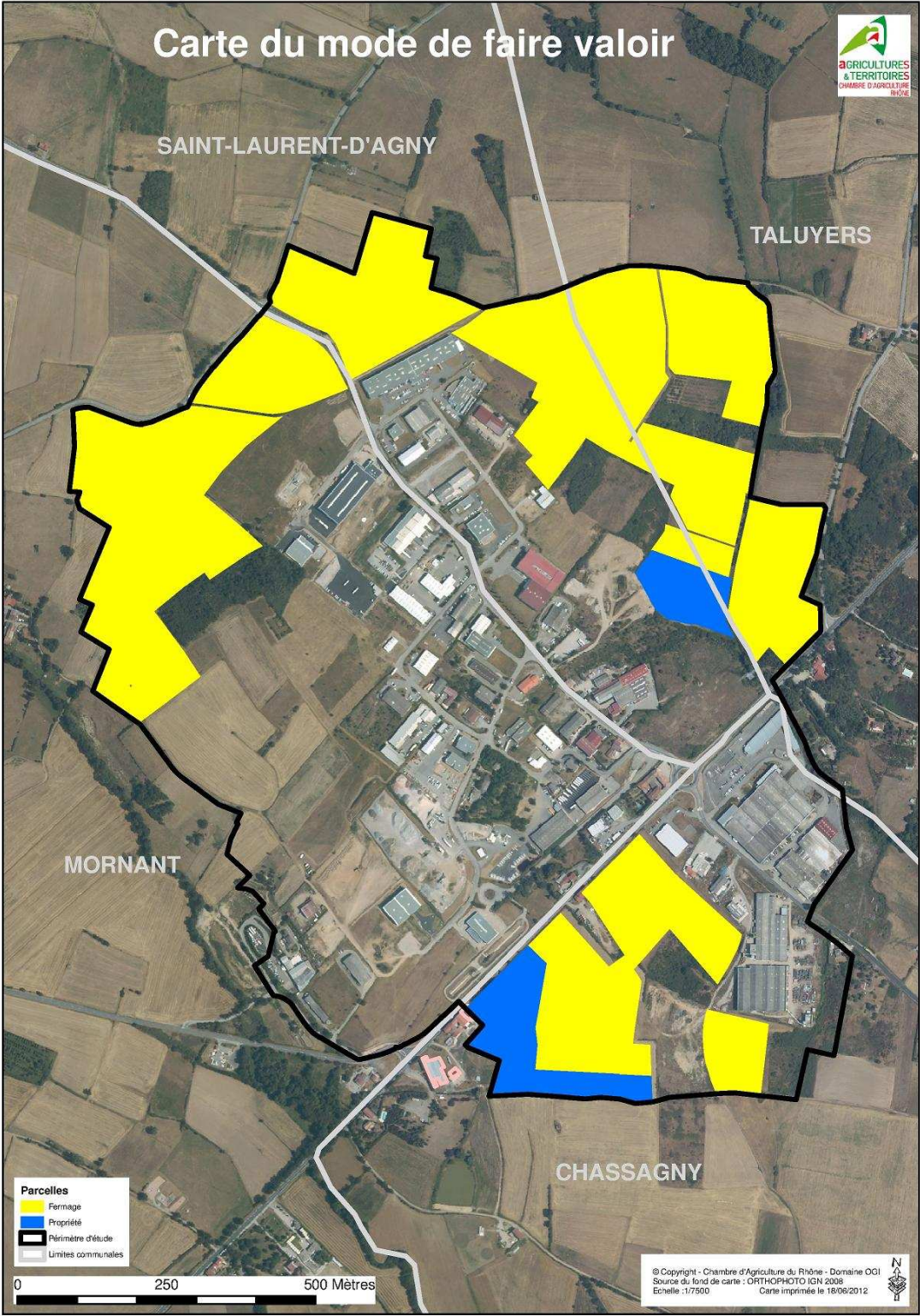


4. 4. Un manque de maîtrise foncière

Sur l'ensemble de la SAU des exploitations concernées par le projet, 86% est exploitée en fermage et 14% en propriété.

La carte ci-dessous représente le mode de faire valoir des surfaces exploitées au sein des zones d'extension envisagées. 4 ha sont en propriété (soit 9 % des surfaces) et 43 ha sont exploités en fermage (soit 91 % des surfaces).

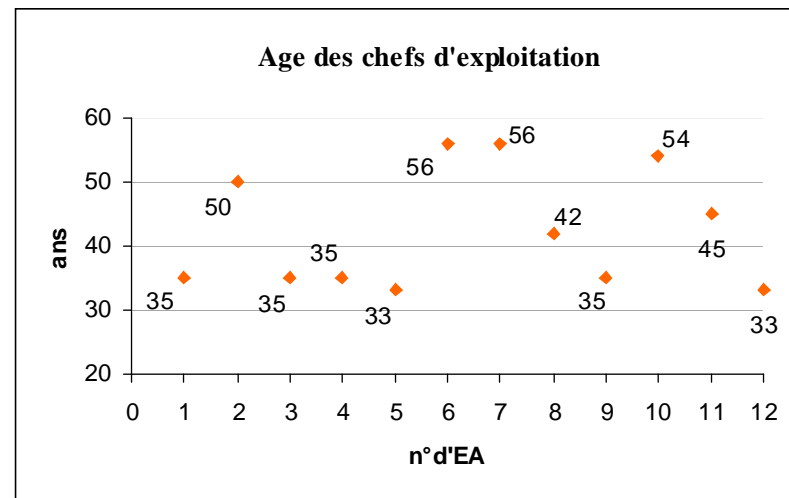
Ainsi, le manque de maîtrise foncière est évident au sein zones d'extension à l'étude. Les exploitants agricoles sont dépendants de leurs nombreux propriétaires en ce qui concerne la poursuite de l'exploitation des parcelles.





#### 4. 5. Quel avenir des surfaces et des exploitations ?

##### 4. 5. 1. Un avenir assuré pour la majorité des exploitations



L'âge moyen des chefs d'exploitation, en 2012, est de 42 ans, ce qui est relativement jeune.

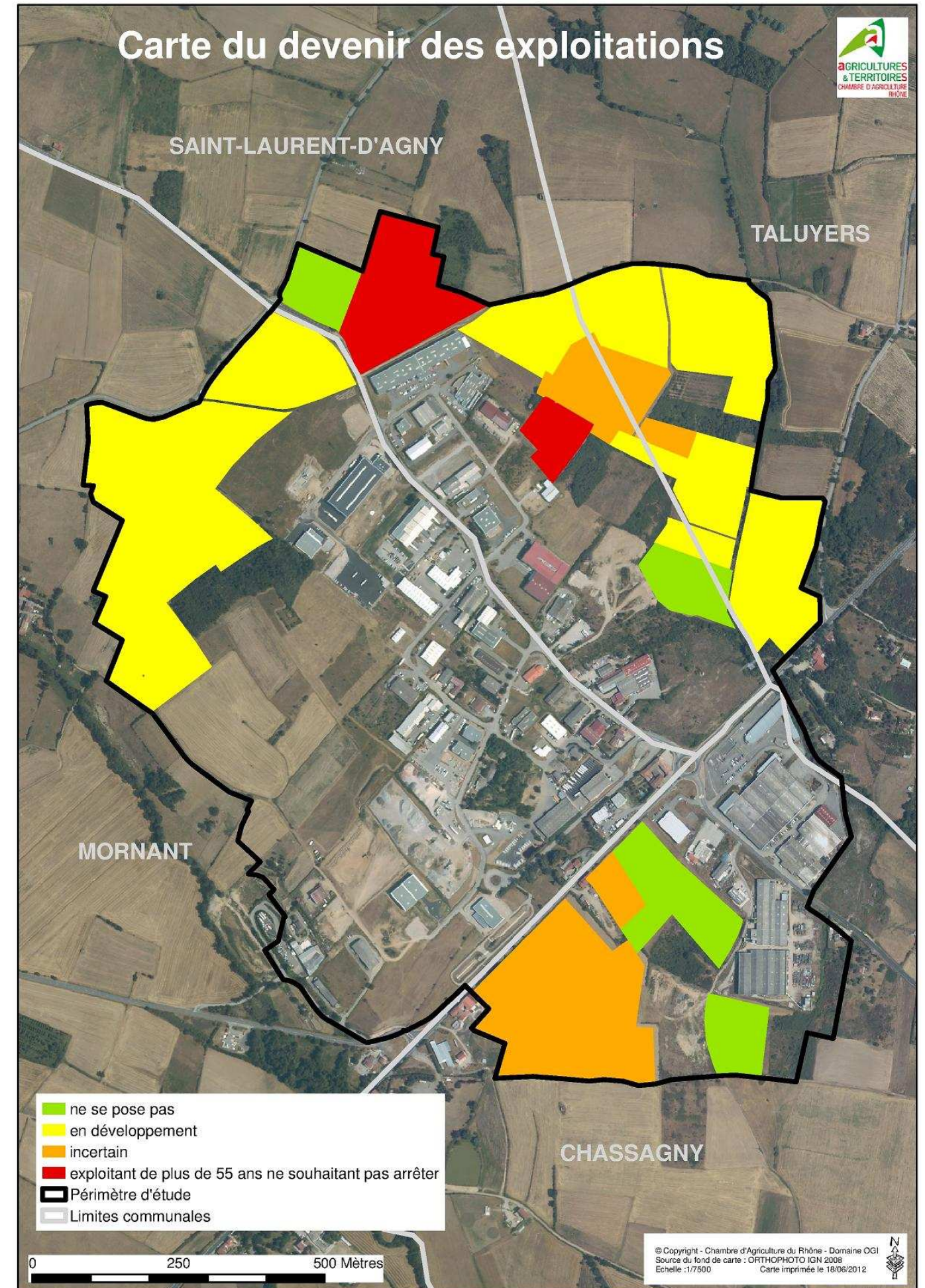
Comme le montre le graphique ci-contre, la majorité des chefs d'exploitation a moins de 45 ans. Quatre ont plus de 50 ans.

La carte suivante repère, en fonction des parcelles, l'avenir des exploitations présentes sur la zone du projet. Les surfaces en jaune correspondent aux exploitations en phase de développement. Cela concerne 5 exploitations agricoles dont les chefs d'exploitations sont âgés de moins de 45 ans, excepté un GAEC où l'un des associés a 56 ans mais va être remplacé prochainement. Certaines de ces exploitations ont investi très récemment dans leur outil de production (investissements en matériel, en foncier, sur certaines productions,...), d'autres sont en phase d'augmentation de leur production (augmentation du cheptel et des quotas,...). De plus, nous remarquons que pour quatre exploitations en régime de croisière, la question de la succession ne se pose pas car les exploitants sont encore jeunes (surfaces vertes sur la carte).

Deux des exploitants agricoles âgés de 56 et 54 ans sont dans l'incertitude en ce qui concerne le devenir de leur exploitation (surfaces oranges). Cependant, il leur reste plusieurs années avant d'être en âge de prendre leur retraite. Enfin, un des exploitants âgé de 56 ans souhaite continuer son activité et n'envisage pas la succession de son exploitation.

67 % de la surface totale exploitée au sein des zones à l'étude pour le projet d'extension du parc d'activités est occupée par des exploitants agricoles jeunes et/ou en phase de développement. Bien que certains exploitants de plus de 55 ans n'aient aucune idée du devenir de leur exploitation, la cessation de leur activité n'est pas prévue dans les années à venir.

Ainsi, il semble qu'aucune des parcelles situées dans la zone du projet ne soit amenée à être libérée dans les prochaines années.





#### **4. 5. 2. Une recherche de foncier**

Parmi les 12 exploitations agricoles recensées, 6 exploitants agricoles sont en recherche de surfaces. Les raisons sont multiples et diverses : agrandissement de l'exploitation, volonté de se concentrer sur la production céréalière qui nécessite plus de surfaces, d'être autosuffisants en fourrages, d'embaucher un salarié ou encore d'installer un jeune pour assurer la relève.

Par ailleurs, aucun exploitant ne souhaite diminuer la surface de son exploitation. Les agriculteurs qui ne recherchent pas de foncier possèdent une surface suffisante qu'ils doivent maintenir pour répondre aux besoins de l'exploitation et pouvoir se dégager un revenu décent.

Il s'exerce donc une forte pression sur ces terres, et de manière plus générale, sur l'ensemble de la zone agricole.

Ainsi, l'avenir de l'agriculture et des surfaces est largement assuré. Nous sommes plutôt dans un contexte de pénurie de surfaces agricoles. La consommation d'espaces pour le projet d'extension du Parc des Platières, sans mesures de compensation pour accompagner les exploitations, pourra s'avérer très préjudiciable.

#### **Conclusion de la deuxième partie**

**Les espaces agricoles constituent une composante essentielle du territoire, tant paysagère qu'économique. Le secteur dans lequel se situe le projet d'extension du Parc d'activités économiques Les Platières est occupé majoritairement par l'activité agricole (47 hectares exploités). A l'écart des habitations, bien structuré, plat et pourvu de nombreux aménagements (dont une partie irriguée), il constitue un site stratégique pour les exploitations agricoles qui l'exploitent.**

**Sur ce site, douze exploitations exercent une activité tournée en premier lieu vers l'élevage mais également vers la culture céréalière, l'arboriculture et le maraîchage.**

**De nombreuses exploitations agricoles sont dans une dynamique de développement et les chefs d'exploitation sont jeunes.**

**Le secteur, dans son ensemble, connaît une forte pression foncière d'origine urbaine mais également en lien avec le manque de terres agricoles. Dans ce contexte, la zone du projet constitue un fort enjeu pour la profession agricole. C'est un territoire convoité. Aussi, le projet va pénaliser les exploitations qui l'exploitent mais également l'activité agricole à une échelle plus large.**

## **Troisième partie : impacts des secteurs d'extension envisagés et mise en évidence de points de vigilance**

Après avoir réalisé, dans un premier temps, un diagnostic agricole visant à présenter un état des lieux de l'agriculture sur les zones envisagées pour le projet d'extension, l'objet de cette troisième partie est d'évaluer les incidences du projet, à partir des contraintes et sensibilités du milieu agricole et foncier recensées sur le terrain.

### **1. Méthodologie**

Les impacts du projet d'extension du Parc d'activités Les Platières vont être de différents ordres. On peut différencier, d'une part, les incidences d'ordre individuel qui ont un degré variable sur chaque exploitation, et d'autre part, les incidences plus globales sur l'activité agricole de la zone.

➔ Les incidences de niveau collectif ont été évaluées après analyse des données de l'état initial de l'environnement et avec les agriculteurs concernés par le projet, lors d'une réunion.

➔ Au niveau individuel, l'évaluation de l'incidence du projet sur chaque exploitation est obtenue grâce à l'application d'une méthode d'analyse multicritères. Cette méthode comporte deux étapes :

- Identification des indicateurs des contraintes causées aux exploitations par le projet
- Croisement des données afin d'obtenir un niveau d'incidence sur chaque exploitation

Cette troisième partie s'appuiera, comme convenu, sur un rapport de synthèse et sur une cartographie thématique permettant d'illustrer et d'appuyer les commentaires.

### **2. Les impacts d'ordre collectif du projet d'extension**

#### **2. 1. La disparition de surfaces agricoles**

Le premier impact pour l'activité agricole est la disparition de surfaces agricoles.

D'une part, le projet va fragiliser les exploitations concernées par la zone du projet, en leur soustrayant une part plus ou moins importante de leur surface d'exploitation, véritable outil de production.

D'autre part, il va fragiliser l'ensemble de l'activité agricole du secteur. En effet, dans un contexte de pression foncière importante et de manque de terres agricoles, la disparition de terres agricoles, compte tenu de l'importance de la surface concernée, va accroître le manque de terres et la pression foncière.

#### **2. 2. Impact sur les Droits à Paiement Unique**

Les aides PAC forment une part importante du revenu des céréaliers et des éleveurs. Or, comme nous l'avons rappelé dans la seconde partie, une partie des aides (Droit à Paiement Unique) ont été découplées de la production et sont liées aux surfaces.

En cas de perte de foncier pendant une durée de plus de 3 ans, les DPU sont perdus pour l'exploitant. Le seul moyen pour lui de les conserver est de les transférer sur des surfaces équivalentes, éligibles, sans DPU. Cependant, ce type de surfaces est très rare.

De plus, si l'exploitant agricole a la chance de retrouver des surfaces mais que ces dernières ont déjà des DPU, celles-ci remontent à la réserve départementale ou nationale et sont donc perdues localement.

#### **2. 3. Un impact potentiel pour les producteurs de déchets**

La zone du projet permet l'épandage de déchets organiques dont des boues de station d'épuration. La disparition de ces terres agricoles peut donc avoir des incidences pour la station d'épuration concernée.

Les surfaces concernées sont faibles dans la zone d'étude mais nous noterons tout de même que le prélèvement de foncier peut également remettre en cause le plan d'épandage d'autres structures que les exploitations agricoles.

#### **2. 4. Impact sur les bâtiments d'exploitation**

Une exploitation agricole (siège et hangars) jouxte le secteur de Chassagny à l'étude pour l'extension du Parc d'activités. Cette exploitation possède des terrains en propriété en proximité immédiate de l'exploitation et impactés par ce même secteur d'extension. Ainsi, le projet se situe dans le cône de développement de l'exploitation. Si cet exploitant agricole souhaite construire de nouveaux bâtiments, il ne pourra pas le faire en continuité de ses bâtiments actuels.



Siège et bâtiments de l'exploitation n° 7  
(cf. carte des exploitations)

En ce qui concerne les exploitations d'élevage, il convient d'être plus vigilant.

En effet, les bâtiments d'élevage doivent respecter des distances d'implantation par rapport aux tiers. Selon s'ils relèvent du régime de l'ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement) ou du RSD (Règlement Sanitaire Départemental), les distances d'éloignement varient de 100 mètres à 50 mètres. Le régime réglementaire (RSD ou ICPE) est fonction du nombre d'animaux présents dans les bâtiments.

Afin de préserver ces exploitations, l'article L.111-3 du Code Rural définit une règle de réciprocité :

*Lorsque des dispositions législatives ou réglementaires soumettent à des conditions de distance l'implantation ou l'extension de bâtiments agricoles vis-à-vis des habitations et immeubles habituellement occupés par des tiers, la même exigence d'éloignement doit être imposée à ces derniers à toute nouvelle construction et à tout changement de destination précités à usage non agricole nécessitant un permis de construire, à l'exception des extensions de constructions existantes.*

Les bâtiments d'élevage étant situés à au moins 1 kilomètre des zones d'extension envisagées, aucune vigilance particulière n'est à porter en ce qui concerne les distances d'implantation par rapport à ces derniers.

## 2. 5. Impact sur l'épandage des effluents

La directive nitrates (en vigueur sur la commune de Saint Martin en Haut où siège l'un des exploitants agricoles impactés) limite à 170 kg par hectare l'épandage d'azote organique sur l'ensemble des terres des exploitations de chaque commune où elle s'applique. Ce, même si les terres agricoles de l'exploitant sont situées sur une commune où la directive n'est pas en application.

Ainsi, le prélèvement de foncier sur la zone peut poser des problèmes à certains éleveurs pour l'épandage des effluents d'élevage. En effet, cette zone peut être considérée comme une zone stratégique pour l'épandage car elle est globalement plate et éloignée des habitations. La limitation des zones d'épandage des effluents d'élevage peut poser des problèmes pour le respect de la directive nitrates. Chaque exploitant devra redéfinir ses possibilités.

## 2. 6. Impact sur les cheminements agricoles

Dans le périmètre du projet, certains cheminements agricoles actuels risquent d'être fortement remis en cause par la réalisation du projet d'extension. Cependant, à terme, les parcelles situées dans cette zone ne seront plus exploitées.

Notons que, si l'extension de la zone n'affecte pas les routes et chemins agricoles situés en dehors du périmètre du projet, le projet modifiera tout de même les accès à certaines parcelles qui se trouvent en périphérie de la zone. Ainsi, il sera nécessaire de rétablir ces accès.

De plus, un impact possible mais difficilement mesurable aujourd'hui est l'augmentation du trafic routier, générée durant la phase des travaux et une fois l'extension du Parc effectuée et en activité. Cet accroissement de la circulation pourrait être contraignant pour l'activité agricole.

## 2. 7. Impact sur le réseau d'irrigation

Le secteur est doté d'un système d'irrigation performant qui permet la production de cultures diversifiées. Le projet d'extension du Parc des Platières est susceptible de déstructurer le réseau d'irrigation et donc le potentiel de production de la zone. La coupure des canalisations serait fortement préjudiciable à l'ensemble

des utilisateurs du réseau d'irrigation s'ils ne peuvent plus assurer l'irrigation des parcelles. Cela aurait un impact sur la production.

Les utilisateurs de bornes et canalisations d'irrigations collectives engagent deux types de frais : des charges fixes (abonnement) et de fonctionnement (débit d'eau annuel demandé = surface irrigable). La réduction de la surface irriguée serait préjudiciable pour les adhérents, qui devront continuer à s'acquitter des charges fixes, alors qu'ils ne bénéficieront plus de l'irrigation.

## 3. Les impacts sur les exploitations agricoles : mesure et sensibilité

L'évaluation de l'incidence du projet sur chaque exploitation est obtenue grâce à l'application d'une méthode d'analyse multicritères. Cette méthode comporte deux étapes :

- Identification des indicateurs des contraintes causées aux exploitations par le projet
- Croisement des données afin d'obtenir un niveau d'incidence sur chaque exploitation

Grâce à une synthèse de tous les éléments étudiés, nous pourrions obtenir une carte de sensibilité des exploitations des zones d'extension à l'étude.

### 3. 1. Méthodologie

Divers indicateurs ont été retenus pour réaliser cette analyse. L'indicateur principal est la surface prélevée par exploitation. Nous lui attribuons une note puis, pour chacun des indicateurs secondaires, nous appliquons un coefficient de pondération. Le croisement des critères permet d'évaluer l'impact du projet, pour chaque exploitation. Cette méthode a été élaborée « à dire d'expert » et elle a été validée à plusieurs reprises lors d'études d'impacts.

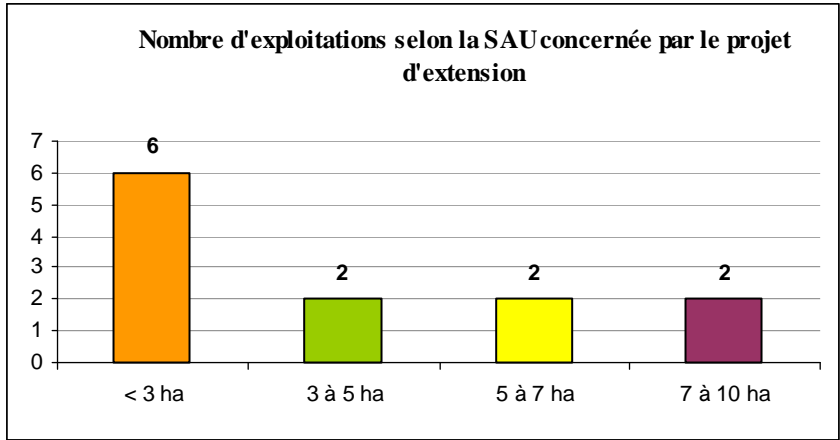
Une analyse des conséquences du prélèvement de foncier nécessaire à la réalisation du projet d'extension des Platières est effectuée pour chaque exploitation impactée à partir des critères de sensibilité identifiés.

### 3. 2. Les critères pris en compte pour l'analyse de la sensibilité

#### 3. 2. 1. L'indicateur principal : le nombre d'hectares prélevés par exploitation

Comme nous l'avons déjà souligné, le territoire concerné par le projet connaît une forte pression foncière sur les espaces agricoles, qui entraîne une concurrence pour l'exploitation de surfaces. Les exploitations dont un grand nombre d'hectares sont concernés par le projet seront plus pénalisées, dans la mesure où il apparaît difficile de trouver des grandes surfaces, à proximité, pour compenser les surfaces prélevées.

Le nombre d'hectares concernés par le projet est très variable selon les exploitations.



Cependant, pour quatre d'entre elles, ce sont plus de 5 ha qui sont dans les secteurs d'extension envisagés.



Aussi, la part des surfaces concernées par le projet d’extension nous a paru être l’élément majeur de sensibilité. C’est la note de base, que nous pondérerons par la suite, en fonction d’autres impacts.

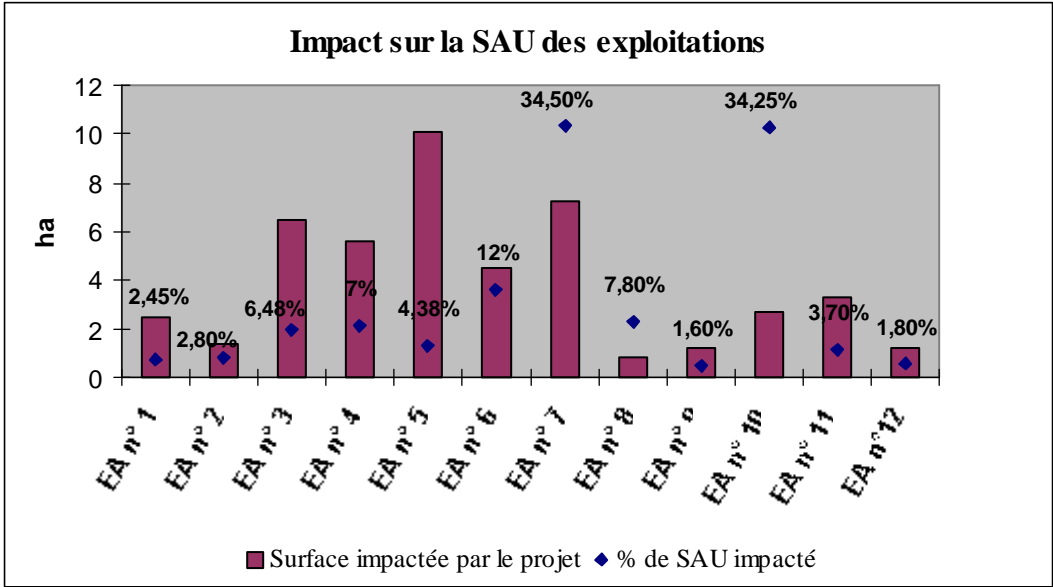
Surface de l'exploitation concernée par le projet	Note
< 3 ha	1,5
de 3 à 5 ha	3
de 5 à 7 ha	5
de 7 à 10 ha	10

3. 2. 2. La part de la SAU d’une exploitation

Le nombre d’hectares prélevés pour chaque exploitation est un critère important pour mesurer l’impact mais il n’est pas suffisant car il ne prend pas en compte la taille de l’exploitation.

Aussi, le pourcentage de SAU prélevée est également déterminant : selon si l’on prélève une part importante ou non de la surface agricole totale de l’exploitation, l’incidence ne sera pas la même.

Le graphique suivant présente, d’une part, le nombre d’hectares situés dans les secteurs à l’étude, mais également le pourcentage que cela représente dans la surface totale de l’exploitation.



Ainsi, 6 exploitations ont moins de 5 % de leur SAU touchée. A l’opposé, 2 exploitations ont plus de 30 % de leurs surfaces concernées par le projet.

Part de la SAU concernée par le projet	Note
< 5 %	1,1
de 5 à 10 %	1,2
de 10 à 20 %	1,3
> 20 %	1,7

3. 2. 3. Le mode de faire valoir des surfaces impactées

Le mode de faire valoir des surfaces donne une indication quant à la maîtrise qu’ont les exploitants agricoles des terrains qu’ils travaillent. Comme nous l’avons remarqué dans l’analyse précédente, le mode de faire valoir indirect (fermage) prédomine sur les secteurs d’extension envisagés, ce qui signifie que les exploitants agricoles sont dépendants de leurs nombreux propriétaires en ce qui concerne la poursuite de l’exploitation des parcelles.

Mode de faire valoir des surfaces impactées	Note
Propriété	1
Fermage	1,5

3. 2. 4. La nature de culture par rapport à l’OTEX de l’exploitation

Il est important d’étudier la nature de la culture impactée en rapport avec l’orientation technico économique de l’exploitation. En effet, certaines cultures ont une valeur très importante pour l’exploitation agricole et participent majoritairement à la santé économique de cette dernière. C’est le cas par exemple des prairies pour les exploitations d’élevage (fauche ou pâture), ou encore de la culture dont l’exploitation tire son revenu principal lorsque cette dernière présente une OTEX diversifiée.

Occupation du Sol par rapport à l'OTEX	Note
OS négligeable	1
OS importante	1,2

3. 2. 5. Les caractéristiques des parcelles impactées et leur importance stratégique pour l’exploitation

L’impact va être d’autant plus important si les parcelles ont fait l’objet d’investissements et/ou présentent des équipements particuliers. Ces investissements peuvent être de plusieurs ordres : irrigation, drainage, présence d’un point d’eau,... Ces investissements et équipements permettent souvent aux exploitants agricoles d’améliorer leurs rendements et de faciliter leurs pratiques culturales.

De plus, les parcelles impactées peuvent être stratégiques pour l’exploitation. L’exploitant peut y épandre des matières organiques, les parcelles peuvent être converties à l’agriculture biologique ou faire l’objet d’une production spécifique et participer ainsi grandement à la santé financière de l’exploitation. Les parcelles peuvent également être proches de l’exploitation, l’accès et les travaux culturaux sont donc facilités.

Deux critères de sensibilité vont donc être pris en compte :

Parcelles aux caractéristiques spécifiques	Note
non	1
oui	1,2

Parcelles stratégiques pour l'exploitation	Note
non	1
oui	1,2

Les parcelles impactées situées en proximité immédiate des bâtiments d’exploitation font partie du potentiel cône de développement de l’exploitation. En effet, lorsqu’une exploitation est amenée à se développer, à s’agrandir en construisant de nouveaux bâtiments, elle le fait souvent en continuité de ses bâtiments d’exploitation actuels.

Enfin, les parcelles impactées peuvent contribuer à la formation d’un îlot parcellaire de taille importante (pouvant se prolonger en dehors des périmètres étudiées). L’emprise sur ces parcelles peut ainsi rompre l’unité de l’exploitation agricole en déstructurant un îlot de grande taille. De même, les parcelles ou portions de parcelles subsistantes peuvent être de trop petite taille pour continuer à être exploitées ce qui crée des délaissés. L’emprise du projet peut également contraindre l’accès à certaines parcelles. Tous ces éléments participent à la rupture de l’unité de l’exploitation.

Ainsi, deux autres critères de sensibilité doivent être pris en compte :

Cône de développement de l'exploitation	Note
non	1
oui	1,2

Rupture de l'unité de l'exploitation	Note
non	1
oui	1,5



3. 2. 6. La dynamique et l’avenir de l’exploitation agricole impactée

Les exploitations agricoles peuvent être en phase de cessation d’activité. D’autres peuvent tourner en régime de croisière. D’autres, enfin, peuvent plutôt être en phase de développement, pour des raisons variées : projets en cours, installations passées ou à venir, nécessités économiques. Celles-ci seront plus touchées par une diminution de leurs surfaces. Aussi, nous avons pris en compte cette notion de dynamique des exploitations dans l’évaluation de la sensibilité des exploitations.

Régime de l'exploitation	Note
Cessation	0,5
Croisière	1
En développement	1,5

L’âge du chef d’exploitation nous paraît également important dans la mesure où un jeune chef d’exploitation n’a pas les mêmes nécessités de développement qu’un exploitant plus âgé.

Age	Note
< 40 ans	1,5
de 40 à 50 ans	1,2
de 50 à 55 ans	1
> 55 ans	0,8

Enfin, nous avons tenu compte du critère de succession pour évaluer cette dynamique d’évolution : existence d’une reprise d’activité ou non dans les années à venir.

Succession	Note
Ne se pose pas / Ne sait pas	1
Installation d'un nouvel EA	1,2
Reprise prévue	1,5

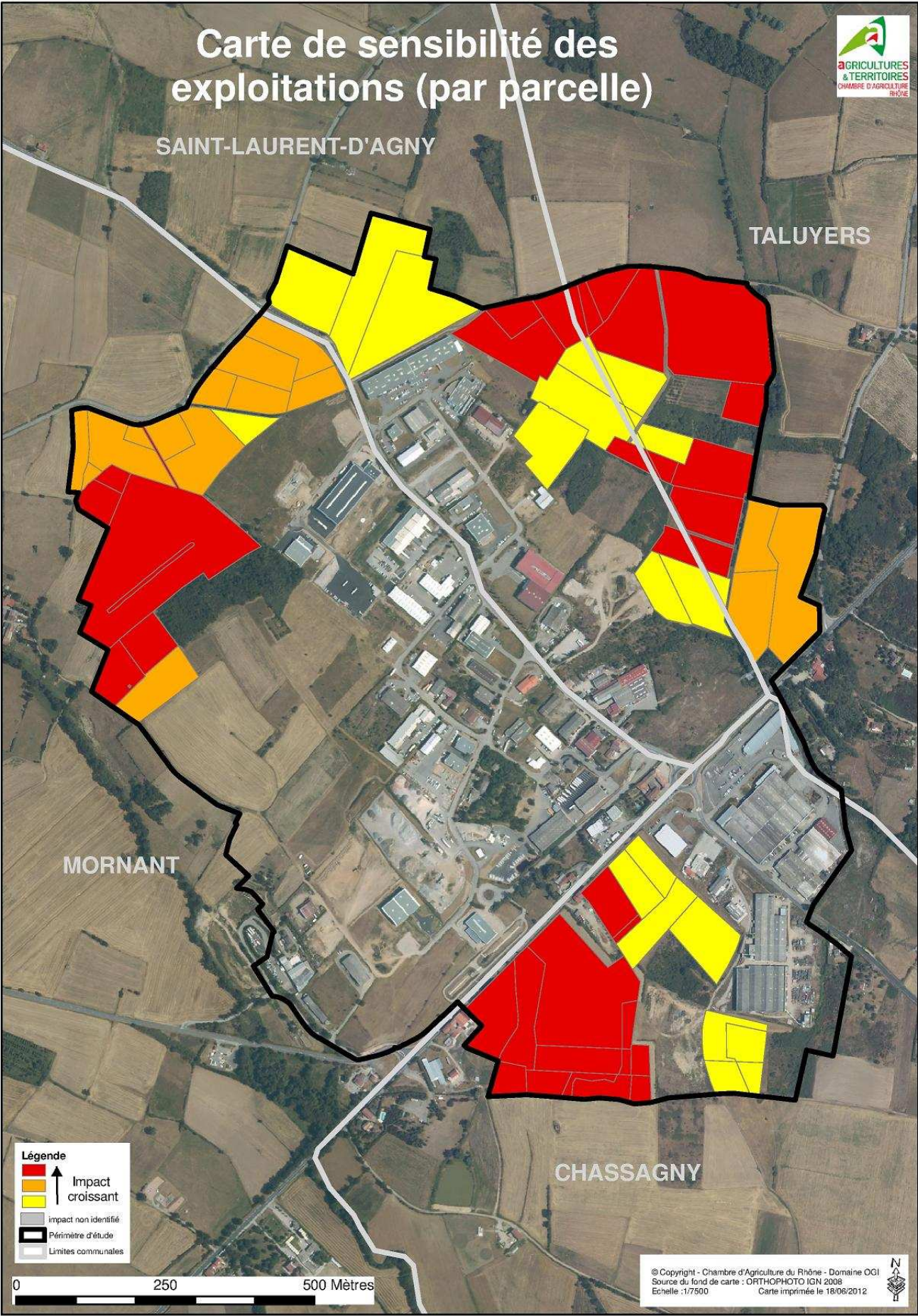
Ces critères conditionnent l’évolution des surfaces.

3. 3. La sensibilité des exploitations agricoles

La sensibilité des exploitations est le résultat du croisement de tous les critères précédemment décrits. Elle permet d’évaluer la sensibilité de chaque exploitation, sur la zone du projet pour l’année 2012. Elle est indépendante de la stratégie de chaque exploitant.

La carte suivante spatialise le critère de sensibilité, pour chaque exploitation **et pour l’ensemble des zones d’extension étudiées**. Certaines exploitations subissent plus d’impacts et sont plus sensibles que d’autres. Les parcelles en rouge sont celles des exploitations pour lesquelles l’impact est le plus important. A l’opposé, les parcelles en jaune sont celles pour lesquelles il est plus mesuré.

Trois exploitations sont très fortement impactées par le projet et trois autres sont fortement impactées. Pour les autres exploitations, l’impact est réel mais moindre que pour les autres exploitations.

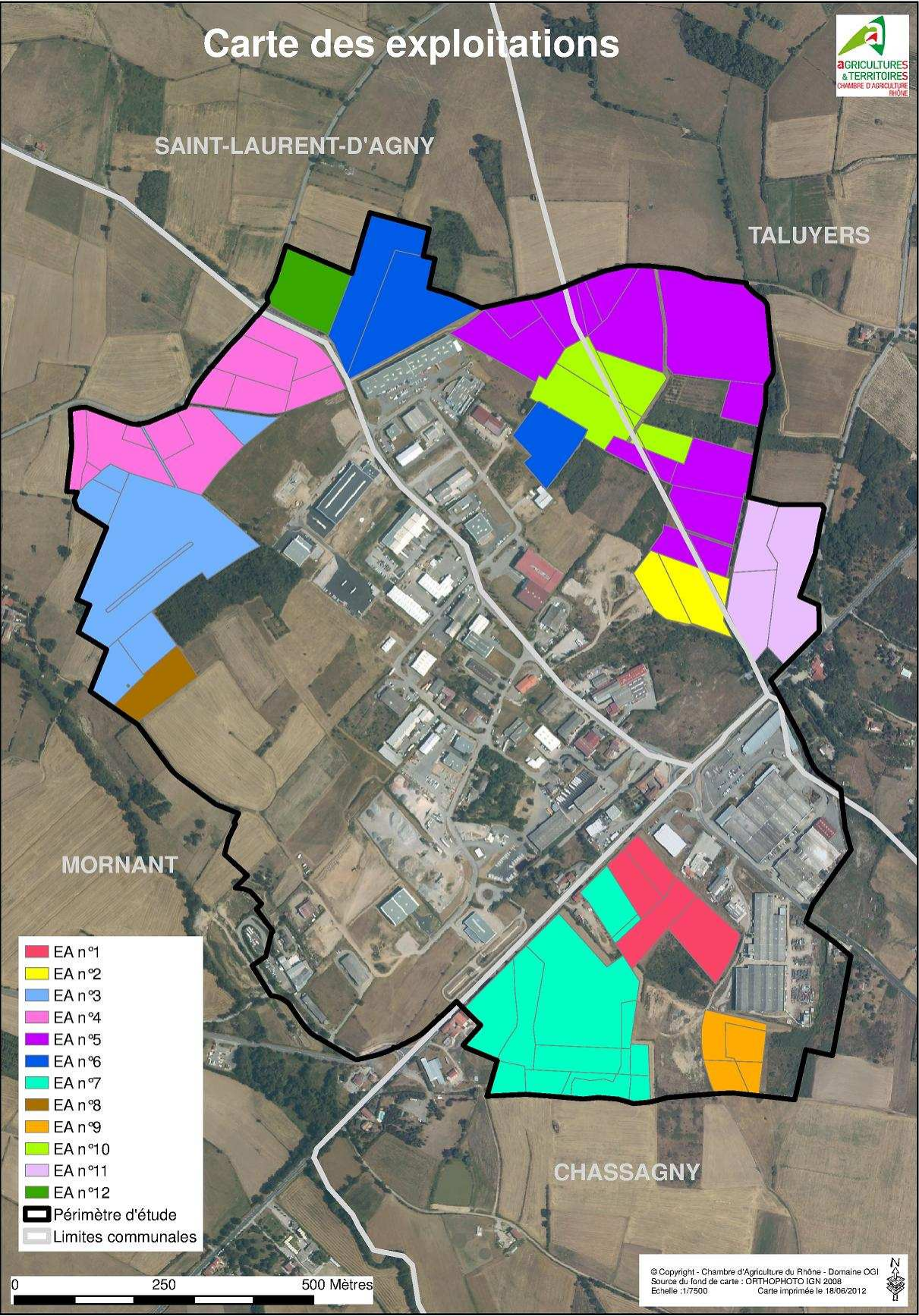


Cette carte des impacts a été réalisée en tenant compte d’un prélèvement de foncier sur l’ensemble des secteurs à l’étude. Nous allons à présent détailler l’impact exploitation par exploitation.



3. 4. Zoom sur les exploitations impactées et précisions à la parcelle

Ayant anonymisé le rendu de l'étude, nous nous référerons aux numéros d'exploitation de la carte des exploitations. Ainsi, nous la proposons à nouveau ci-dessous.



Exploitation n° 1 (cf. carte des exploitations) :

Parcelles concernées par le projet d'extension :

Commune	Section	Numéro	Aménagements	Mode de faire valoir	Culture
Chassagny	OD	3	non	Fermage	Céréales
Chassagny	OD	4	non	Fermage	Céréales
Chassagny	OD	5	non	Fermage	Céréales
Chassagny	OD	6	non	Fermage	Céréales
Surface totale impactée				2,45 ha	
Impact par rapport à la SAU totale de l'exploitation				2,45%	

Au sein de la zone du projet, quatre parcelles en fermage sont cultivées en céréales par cet exploitant agricole double actif dont l'activité est tournée vers la polyculture (100 hectares de SAU dont 70 ha de cultures céréalières, 25 ha de prés et 5 ha de friches). Une emprise sur ces terrains prélèverait près de 2,5% de la SAU totale de l'exploitation agricole mais ne déstructurerait pas l'exploitation. Ces parcelles font partie des plus éloignées du siège d'exploitation. Cependant, l'exploitant agricole note que sur les parcelles OD n° 4, OD n° 5 et OD n° 6 (3 parcelles du haut), la qualité agronomique des terrains est meilleure que sur les autres terrains de son exploitation, ce qu'indiquent les rendements en blé, plutôt bons pour les terrains du secteur. La parcelle OD n° 3 (parcelle du bas) est quant à elle de moindre qualité agronomique avec présence de rochers. Les dires de l'exploitant agricole confirment les informations données par les cartes géologiques présentées en deuxième partie de ce document. Ces parcelles font l'objet d'épandage de boues de station d'épuration. Les surfaces que possède l'exploitant agricole lui suffisent, sauf s'il entreprend son projet d'embauche d'un salarié, auquel cas il lui faudrait augmenter ses surfaces et un prélèvement de foncier ne lui serait pas favorable. Malgré cela, au vu de la situation actuelle de l'exploitant agricole, les parcelles impactées n'étant pas des parcelles stratégiques pour l'exploitation, l'impact sur cette dernière est relativement mesuré (cf. carte des sensibilités).

Exploitation n°2 (cf. carte des exploitations):

Parcelles concernées par le projet d'extension :

Commune	Section	Numéro	Aménagements	Mode de faire valoir	Culture
Saint Laurent d'Agnay	ZC	17	non	Propriété	Prairie permanente
Taluyers	ZC	17	non	Propriété	Prairie permanente
Saint Laurent d'Agnay	ZC	23	non	Propriété	Prairie permanente
Surface totale impactée				1,41 ha	
Impact par rapport à la SAU totale de l'exploitation				2,80%	

Au sein de la zone du projet, trois parcelles en propriété (ZC n° 17 et ZC n° 23) seraient concernées. Ces prés permanents sont fauchés et ne participent pas de façon significative à la santé économique de l'exploitation qui est tournée vers la production céréalière et l'arboriculture. Les parcelles ne sont pas stratégiques pour le fonctionnement de l'exploitation mais elles constituent la seule parcelle à foin de l'exploitant agricole qui lui sert à nourrir une jument de loisir. Ainsi, l'impact de la perte de cette parcelle serait important pour l'exploitant mais pas significatif pour le fonctionnement de l'exploitation agricole (cf. carte des sensibilités).



**Exploitation n°3** (cf. carte des exploitations):

Parcelles concernées par le projet d’extension :

Commune	Section	Numéro	Aménagements	Mode de faire valoir	Culture
Mornant	AE	103	non	Fermage	Luzerne
Mornant	AE	107	non	Fermage	Luzerne
Mornant	AE	117	drainée	Fermage	Luzerne
Mornant	AE	118	non	Fermage	Luzerne
Mornant	AE	120	non	Fermage	Luzerne
Surface totale impactée				6,48 ha	
Impact par rapport à la SAU totale de l'exploitation				6,48%	

Plusieurs parcelles en fermage et consacrées à la production de luzerne ou de céréales (en fonction des années) sont concernées par le projet d’extension. Une emprise sur ces terrains prélèverait près de 6,5% de la SAU totale de l’exploitation agricole et impacterait une structure en plein développement composée de deux jeunes associés. De plus, cette emprise impacterait un îlot de culture de 8,5 ha au total qui permet aux exploitants de rationaliser leur temps de travail. Les parcelles de l’îlot subsistantes après emprise ne disposeraient d’aucun accès et constitueraient, au vu de leur taille, des délaissés. En effet, les exploitants seraient contraint d’abandonner l’exploitation de ces derniers. Ces parcelles sont de plus très proches des autres îlots de l’exploitation. Notons que ces parcelles sont stratégiques pour cette exploitation orientée en polyculture élevage (bovins lait et caprins). En effet, elles servent à la production de l’alimentation du troupeau et sont parfois utilisées pour la pâture d’une partie du troupeau à l’automne. Les grands îlots sont idéaux afin de ne pas déplacer les bêtes trop souvent. Enfin, ces exploitants agricoles ont investi sur ces parcelles puisqu’elles sont converties à l’agriculture biologique. Notons que l’une des parcelles est drainée.

Ainsi, les parcelles impactées constituent un ensemble important et ont fait l’objet d’investissements, elles sont donc primordiales pour l’exploitation. Une perte des parcelles AE n° 103, 117, 118 et 120 déséquilibrerait une exploitation en pleine phase de développement, l’impact est donc très important.

Cependant notons qu’une des parcelles est isolée et n’est pas exploitée par les agriculteurs (AE n° 107). En effet, ils n’ont aucune possibilité d’accès à cette parcelle qu’ils sont contraints de laisser en friches. Ainsi, la carte de sensibilité des exploitations a été revue à la parcelle et, sur ladite parcelle, l’impact d’un prélèvement foncier serait faible pour l’exploitation n°3 (cf. carte des sensibilités).

**Exploitation n° 4** (cf. carte des exploitations) :

Parcelles concernées par le projet d’extension :

Commune	Section	Numéro	Aménagements	Mode de faire valoir	Culture
Mornant	AE	104	non	Fermage	Céréales
Mornant	AE	105	non	Fermage	Prairies permanentes
Mornant	AE	106	non	Fermage	Prairies permanentes
Mornant	AE	108	non	Fermage	Prairies permanentes
Mornant	AE	109	non	Fermage	Prairies permanentes
Mornant	AE	110	non	Fermage	Prairies permanentes
Mornant	AE	111	non	Fermage	Prairies permanentes
Mornant	AE	112	non	Fermage	Prairies permanentes
Surface totale impactée				5,57 ha	
Impact par rapport à la SAU totale de l'exploitation				7%	

Plusieurs parcelles en fermage de cette exploitation orientée en polyculture élevage (équins) sont concernées par le projet d’extension. Une emprise sur ces terrains prélèverait près de 7% de la SAU totale de l’exploitation agricole et impacterait une récente structure en développement composée de deux jeunes associés embauchant un salarié. Bien que

ces parcelles ne présentent pas d’équipements spécifiques et font partie des parcelles les plus éloignées du siège d’exploitation, cette emprise impacterait des parcelles consacrées à la production de fourrage servant à l’alimentation des chevaux, et pour lesquelles les exploitants ont obtenu très récemment l’autorisation d’exploiter. Ainsi, l’impact du prélèvement de ces terrains pour la réalisation du projet d’extension de la zone d’activités est plutôt important pour l’exploitation (cf. carte des sensibilités).

**Exploitation n°5** (cf. carte des exploitations) :

Parcelles concernées par le projet d’extension :

Commune	Section	Numéro	Aménagements	Mode de faire valoir	Culture
Saint Laurent d'Agn	ZC	1	remembré, irrigué, drainé	Fermage	Céréales
Saint Laurent d'Agn	ZC	2	remembré, irrigué, drainé	Fermage	Céréales
Saint Laurent d'Agn	ZC	3	remembré, irrigué, drainé	Fermage	Céréales
Saint Laurent d'Agn	ZC	8	remembré, irrigué, drainé	Fermage	Céréales
Taluyers	ZC	1	remembré, irrigué, drainé	Fermage	Céréales
Taluyers	ZC	2	remembré, irrigué, drainé	Fermage	Céréales
Taluyers	ZC	3	remembré, irrigué, drainé	Fermage	Céréales
Taluyers	ZC	7	remembré, irrigué, drainé	Fermage	Céréales
Taluyers	ZC	8	remembré, irrigué, drainé	Fermage	Céréales
Taluyers	ZC	11	remembré, irrigué, drainé	Fermage	Céréales
Taluyers	ZC	12	remembré, irrigué, drainé	Fermage	Céréales
Taluyers	ZC	14	remembré, irrigué, drainé	Fermage	Céréales
Taluyers	ZC	16	remembré, irrigué, drainé	Fermage	Céréales
Surface totale impactée				10,1 ha	
Impact par rapport à la SAU totale de l'exploitation				4,38%	

Une extension du Parc d’activités des Platières sur ces parcelles impacterait environ 4,5% de la surface totale de l’exploitation n°5, orientée en polyculture élevage (bovins lait et vaches allaitantes). Cette structure sociétaire de 3 associés, dont le plus âgé va être remplacé prochainement, a investi lourdement et régulièrement dans l’exploitation au cours des 6 dernières années. Cette dernière est donc en pleine phase de développement et les gérants ont pris de nombreux engagements financiers. De plus, l’ensemble des parcelles concernées est stratégique pour l’exploitation. En effet, en plus de faire partie d’un immense îlot situé en proximité immédiate d’une des stabulations du GAEC, ces parcelles ont toutes été drainées et remembrées et sont toutes irriguées. Ainsi, la faible valeur agronomique des terres (cf. carte des sols p.7) est compensée par l’existence de ce réseau d’irrigation qui permet d’assurer de bons rendements. Les exploitants pratiquent des rotations sur ces parcelles et les bêtes viennent y pâturer tous les 4 ans. Ainsi, au vu des investissements réalisés et de la valeur de ces parcelles, une emprise déstabiliserait fortement l’exploitation agricole. L’impact mesuré est donc très important (cf. carte des sensibilités).

Remarque : si l’extension n’a lieu que sur le secteur ayant fait consensus sur la commune de Saint Laurent d’Agn et ne se poursuit pas sur la commune de Taluyers, l’impact en termes de surfaces moindre pour l’exploitation. Cependant, des parcelles irriguées seraient tout de même vouées à disparaître et il est possible, au vu de la configuration des îlots de culture que les exploitants soient contraints de cesser leur activité sur certaines portions de parcelles restantes sur la commune de Taluyers.

**Exploitation n° 6** (cf. carte des exploitations) :

Parcelles concernées par le projet d’extension :

Commune	Section	Numéro	Aménagements	Mode de faire valoir	Culture
Saint Laurent d'Agn	ZC	9	remembré	Fermage	Céréales
Saint Laurent d'Agn	ZB	77	remembré	Fermage	Céréales
Saint Laurent d'Agn	ZB	140	remembré	Fermage	Céréales
Surface totale impactée				4,53 ha	
Impact par rapport à la SAU totale de l'exploitation				12%	

Près de 12% de l’exploitation n°6 seraient impactés par une emprise de ces parcelles. Cependant, cette exploitation en régime de croisière et orientée principalement vers la production arboricole ne tire pas son revenu principal des surfaces en céréales. Ces parcelles, bien que remembrées, ne sont pas stratégiques pour l’exploitation. Bien que les exploitants (âgés de plus de 55 ans), souhaitent poursuivre leur activité après l’âge de la retraite, ils considèrent eux mêmes qu’une emprise sur ces parcelles de faible valeur agronomique aurait un impact mesuré sur l’exploitation (*cf. carte des sensibilités*).

**Exploitation n° 7** (*cf. carte des exploitations*) :

Parcelles concernées par le projet d’extension :

Commune	Section	Numéro	Aménagements	Mode de faire valoir	Culture
Chassagny	OD	7	drainé	Fermage	Céréales
Chassagny	OD	8	drainé	Fermage	Prairies permanentes
Chassagny	OD	12	drainé	Fermage	Céréales + Prairies
Chassagny	OD	19	drainé	Propriété	Prairies permanentes
Chassagny	OD	20	drainé	Propriété	Prairies permanentes
Chassagny	OD	21	drainé	Fermage	Céréales + Prairies
Chassagny	OD	22	drainé	Propriété	Céréales + Prairies
Chassagny	OD	359	étang et drainé	Propriété	Céréales + Prairies
Surface totale impactée				7,26 ha	
Impact par rapport à la SAU totale de l'exploitation				34,50%	

La réalisation de l’extension du Parc des Platières sur ces parcelles prélèverait 34,5% de la surface totale de cette exploitation orientée en polyculture. Le prélèvement serait conséquent et impacterait de plus des parcelles d’un seul tenant et participant à la formation d’un îlot de taille conséquente, situées en proximité immédiate du siège d’exploitation et dans le cône de développement de l’exploitation. Ces parcelles sont de plus drainées et situées dans une zone d’assez bonne valeur agronomique par rapport aux terrains du secteur (*cf. carte des sols p.7*).

L’exploitant agricole a fait en sorte de regrouper ses terrains et de se limiter à l’exploitation d’une faible surface très bien structurée. L’orientation de ses terrains lui évite d’emprunter la RD 342 sur laquelle la circulation des engins agricoles est très contrainte.

Enfin, notons que l’exploitant agricole a investi sur ces parcelles puisque toute son exploitation est convertie à l’agriculture biologique.

Le prélèvement de ces terrains serait très fortement préjudiciable pour l’exploitation n° 7 et la déséquilibrerait gravement. L’exploitant pourrait être contraint de cesser son activité (*cf. carte des sensibilités*).

**Exploitation n° 8** (*cf. carte des exploitations*) :

Parcelles concernées par le projet d’extension :

Commune	Section	Numéro	Aménagements	Mode de faire valoir	Culture
Mornant	AE	119	non	Fermage	Céréales
Surface totale impactée				0,78 ha	
Impact par rapport à la SAU totale de l'exploitation				7,80%	

Concernant cette exploitation de petite taille (10 ha de SAU) orientée vers le maraîchage et la production céréalière, bien que la surface concernée par le projet d’extension soit faible, elle représente près de 8% de la SAU totale de l’exploitation agricole. Le terrain est éloigné du siège d’exploitation mais notons que c’est le cas de la quasi totalité des terres de cet exploitant qui peine à trouver des surfaces pour agrandir son exploitation. Cette dernière est en pleine phase de développement et de nombreux investissements sont en cours. Ces derniers concernent la construction d’un hangar et notamment un projet de transformation d’huile de colza pour lequel l’exploitant a déjà investi pour la commercialisation. La parcelle impactée est stratégique pour l’exploitation puisqu’elle est consacrée à la production de céréales et qu’elle est donc indispensable pour le projet de l’exploitant dans lequel il a déjà investi.

Une emprise sur cette parcelle serait donc préjudiciable pour l’exploitation (*cf. carte des sensibilités*).

**Exploitation n° 9** (*cf. carte des exploitations*) :

Parcelles concernées par le projet d’extension :

Commune	Section	Numéro	Aménagements	Mode de faire valoir	Culture
Chassagny	OD	29	non	Fermage	Céréales + Prairies
Chassagny	OD	30	non	Fermage	Céréales + Prairies
Surface totale impactée				1,27 ha	
Impact par rapport à la SAU totale de l'exploitation				1,60%	

Au sein de la zone du projet, deux parcelles en fermage sont cultivées en céréales et prés par les deux jeunes associés de cette structure tournée vers la polyculture élevage (bovins lait). Une emprise sur ces terrains prélèverait près de 2% de la SAU totale de l’exploitation agricole mais ne déstructurerait pas la l’exploitation. Notons que la récolte de ces parcelles participe à l’alimentation du troupeau et qu’une emprise induirait une perte de la capacité fourragère de l’exploitation.

Une extension de la zone d’activité sur ce secteur aurait un impact sur l’exploitation n°9 mais celui ci serait relativement mesuré.

**Exploitation n°10** (*cf. carte des exploitations*) :

Parcelles concernées par le projet d’extension :

Commune	Section	Numéro	Aménagements	Mode de faire valoir	Culture
Saint Laurent d'Agnv	ZC	4	non	Fermage	Céréales
Saint Laurent d'Agnv	ZC	5	non	Fermage	Céréales
Taluyers	ZC	4	non	Fermage	Céréales
Taluyers	ZC	5	non	Fermage	Céréales
Taluyers	ZC	11	non	Fermage	Céréales
Surface totale impactée				2,74 ha	
Impact par rapport à la SAU totale de l'exploitation				34,25%	

Près de 35% de l’exploitation n°10 serait impactée par le projet d’extension du Parc des Platières. Ces parcelles sont situées à une vingtaine de kilomètres du siège de cette petite exploitation orientée vers l’élevage porcin. Cependant, malgré l’importante distance à parcourir pour ces terrains de valeur agronomique modeste, une emprise sur ces parcelles cultivées en céréales impliquerait un changement de gestion pour l’exploitation. En effet, cette dernière est quasiment en autosuffisance alimentaire par rapport aux besoins de son élevage ; ainsi, elle serait contrainte d’acheter des céréales. De plus, ces parcelles font partie des terrains sur lesquels l’éleveur épand du lisier. Cet exploitant de 54 ans ne sait pas encore ce que va devenir son exploitation. Il est à la recherche d’un jeune associé pour assurer sa succession. Malgré l’importance du prélèvement pour l’exploitation, une emprise sur ces parcelles serait préjudiciable pour l’exploitation n°10 mais l’impact au moment de la réalisation de l’étude serait relativement mesuré par rapport à ce qui peut être observé pour d’autres exploitations (*cf. carte des sensibilités*).

Remarque : si l’extension n’a lieu que sur le secteur ayant fait consensus sur la commune de Saint Laurent d’Agnv et ne se poursuit pas sur la commune de Taluyers, l’impact en termes de surfaces resterait le même pour l’exploitant. En effet, il ne lui resterait sur Taluyers que deux portions de parcelles situées à environ 20 kilomètres de son siège d’exploitation qu’il serait contraint d’abandonner au vu des charges d’exploitations.

**Exploitation n°11** (*cf. carte des exploitations*) :

Parcelles concernées par le projet d’extension :

Commune	Section	Numéro	Aménagements	Mode de faire valoir	Culture
Taluyers	ZC	29	non	Fermage	Prairie permanente
Taluyers	ZC	30	non	Fermage	Prairie permanente
Taluyers	ZC	31	mare	Fermage	Prairie permanente
Surface totale impactée				3,29 ha	
Impact par rapport à la SAU totale de l'exploitation				3,70%	

Trois parcelles en fermage sont situées au sein des zones d’extension à l’étude. Une emprise sur ces terrains prélèverait près de 4 % de la SAU totale de l’exploitation agricole et impacterait une structure en développement (augmentation du troupeau laitier et des quotas). De plus, ces parcelles de prairies permanentes sont stratégiques pour cette exploitation orientée en polyculture élevage (bovins lait). En effet, elles servent à la production de l’alimentation du troupeau et sont parfois utilisées pour la pâture d’une partie du troupeau, dont la gestion est facilitée par la présence d’une mare sur l’une des parcelles. L’exploitant a investi récemment sur son exploitation.

Ainsi, le prélèvement de ces parcelles aurait un impact significatif pour l’exploitation.

**Exploitation n°12** (*cf. carte des exploitations*) :

Parcelles concernées par le projet d’extension :

Commune	Section	Numéro	Aménagements	Mode de faire valoir	Culture
Saint Laurent d'Agnny	ZB	129	non	Fermage	Prairie permanente
Surface totale impactée				1, 26 ha	
Impact par rapport à la SAU totale de l'exploitation				1,80%	

Une parcelle en fermage de cette exploitation orientée en polyculture élevage (bovins lait) est concernée par le projet d’extension. Une emprise sur ce terrain prélèverait près de 2% de la SAU totale de l’exploitation agricole. Bien que cette parcelle ne présente pas d’équipements spécifiques et qu’elle soit la plus éloignée du siège d’exploitation (Saint Martin en Haut), cette emprise impacterait une parcelle consacrée à la production de fourrage servant à l’alimentation du troupeau. Les associés recherchent l’autosuffisance alimentaire et cette emprise ne leur permettrait pas de mener à bien cette gestion autonome du troupeau. Ainsi, le prélèvement de ce terrain pour la réalisation du projet d’extension de la zone d’activités aurait un impact non négligeable sur l’exploitation n°12. Cependant, au vu des critères pris en compte, l’impact serait relativement mesuré par rapport à d’autres exploitations du secteur d’étude (*cf. carte des sensibilités*).

**Conclusion de la troisième partie**

L’extension du Parc d’activités économiques des Platières impactera un territoire agricole intéressant utilisé par des exploitations agricoles nombreuses et dynamiques. Douze exploitants agricoles ont été identifiés sur la zone. La mise en valeur de ces terrains est aujourd’hui en majorité orientée vers l’activité polyculture élevage. Des améliorations ont été apportées à plusieurs parcelles (drainage, réseau d’irrigation collectif, remembrement,...). De plus, le parcellaire concerné est souvent stratégique pour les exploitations du fait de sa taille, de sa proximité aux bâtiments, de son utilisation,...

Il ressort de cette étude que les impacts seront de divers ordres mais qu’ils seront importants, étant donné la structure des exploitations agricoles en place. Cependant, l’intensité de l’ impact pourra être différente en fonction des exploitations concernées. Parmi les douze exploitations agricoles identifiées, trois semblent être plus fortement impactées. Il est évident que les premiers concernés seront les agriculteurs qui exploitent des surfaces dans la zone du projet. Cependant, l’influence de l’extension du Parc d’activités économiques des Platières pourra être ressentie dans un secteur beaucoup plus vaste, notamment en augmentant la pression foncière sur les surfaces agricoles. Au vu des surfaces en friches présentes au sein de la zone d’étude, il semblerait opportun d’envisager prioritairement l’extension de la zone des Platières sur ces secteurs. Cependant, notons que des études environnementales sont actuellement en cours et qu’il sera indispensable de croiser les résultats des deux études d’impact réalisées.

Au regard de ce diagnostic, il paraît délicat d’impacter des parcelles indispensables au bon fonctionnement des exploitations, notamment des îlots de grande taille en proximité immédiate de sièges d’exploitation, ou encore des parcelles faisant l’objet d’aménagements aux coûts importants, notamment des parcelles irriguées,... Il sera indispensable d’opter pour une extension du Parc d’activités qui impacte le moins possible les exploitations et le potentiel agricole du territoire. Il sera également primordial de prendre en compte les incidences possibles du projet et de mettre en place des mesures compensatoires adaptées, de manière à minimiser l’impact sur les exploitations touchées et sur l’activité agricole du secteur.

Aussi, comme le mentionne le SCoT de l’Ouest Lyonnais, il semble opportun d’inviter la collectivité à réfléchir à des mesures compensatoires qui pourraient aller au-delà de la seule indemnisation légale des évictions afin de minimiser le préjudice global subit par l’agriculture locale. En effet, l’extension du Parc d’activités économiques pénalisera l’activité agricole du territoire plus largement notamment si l’on considère les questions foncières et les structures d’exploitation ainsi que les questions économiques.

## Quatrième partie : préconisations et propositions de mesures de compensation

Après avoir réalisé une analyse de l'état initial du site et une évaluation des incidences du projet d'extension du Parc d'activités des Platières, le but de cette troisième étape est de recenser les attentes des exploitants agricoles, et d'envisager des mesures de compensation des préjudices occasionnés.

Ce document s'appuie sur le rôle d'expert de la Chambre d'Agriculture et sur les attentes des exploitants, recensées lors de réunions de concertation et de visites d'exploitations.

### **1. Propositions de réduction et de compensation des différents impacts**

La partie précédente nous permet de constater que l'extension de la zone d'activité des Platières pénalisera les exploitations agricoles en place sur la zone du projet mais également les exploitations agricoles du territoire plus largement.

L'extension de la zone d'activités économiques des Platières ne pourra pas être évitée. Il convient cependant, de limiter et réduire au maximum les impacts sur l'agriculture du secteur et du territoire avant de les compenser.

#### **Disparition des surfaces agricoles :**

D'après le précédent diagnostic, il apparaît que la disparition des surfaces agricoles actuellement exploitées par des agriculteurs revêt une incidence majeure. D'une part, le projet va fragiliser les exploitations concernées par la zone du projet, en leur soustrayant une part plus ou moins importante de leurs surfaces d'exploitation. D'autre part, il va fragiliser l'ensemble de l'activité agricole du secteur car il va accroître le manque de terres et la pression foncière. En effet, les exploitations directement impactées devront rétablir leur potentiel en se positionnant sur le marché locatif du foncier, ajoutant ainsi une pression déjà très importante sur le territoire, cette question étant déjà conflictuelle en milieu périurbain.

Notons que certaines structures d'exploitation seront impactées de façon importante et ne pourront pas rétablir leur potentiel actuel du fait de la perte de foncier difficilement récupérable dans les conditions actuelle. C'est une partie du dynamisme agricole global de la commune qui s'en retrouve perturbé.

Afin de limiter l'incidence sur les exploitations, il conviendra de permettre l'exploitation d'une parcelle aussi longtemps qu'elle n'est pas aménagée et de permettre l'accès aux parcelles exploitées, même celles situées hors périmètre d'étude, dans de bonnes conditions.

Afin de compenser l'impact individuel des pertes de foncier, différentes solutions peuvent être envisagées en fonction des exploitations.

La majorité des exploitants agricoles impactés s'accordent sur le fait qu'ils devront obligatoirement retrouver du foncier pour compenser cette perte d'exploitation. Ainsi, un rétablissement du potentiel foncier et/ou économique devra être envisagé.

Pour d'autres exploitants agricoles une indemnisation selon les bases du protocole départemental relatif à la réparation des préjudices subis par les exploitants agricoles pourrait constituer une réparation.

#### **La perte de Droits à Paiement Unique :**

En cas de perte de foncier pendant une durée de plus de 3 ans, les DPU sont perdus pour les exploitants s'ils n'ont pas pu les transférer sur une surface éligible équivalente, sans DPU.

Un protocole d'indemnisation tenant compte de ces pertes de DPU peut être appliqué mais dans ce cas, les DPU remontent à la réserve départementale ou nationale et sont donc perdues localement.

Il convient donc de permettre aux exploitants de retrouver des surfaces équivalentes, éligibles, sans DPU.

#### **Le respect des normes d'épandage :**

La directive nitrates (en vigueur sur la commune de Saint Martin en Haut) limite à 170 kg d'azote organique / ha épandable.

Ainsi, l'éleveur de cette commune qui sera concerné par un prélèvement de foncier se verra contraint de redéfinir ses possibilités d'épandage. Un rétablissement du potentiel foncier des exploitations devra être envisagé et réalisé avant ou en même temps que le prélèvement de parcelles par le projet d'extension.

#### **Impact sur les cheminements agricoles :**

Il est indispensable de faire en sorte que la réalisation du projet d'extension du Parc des Platières n'enclave pas de parcelles agricoles et ne crée pas de délaisés.

De plus, il sera nécessaire de réfléchir aux accès au parc de façon à limiter les croisements de flux de circulation avec les engins agricoles.

Par ailleurs, certaines parcelles périphériques au périmètre d'extension à l'étude verront leur accès perturbé. Un rétablissement des cheminements agricoles sera indispensable

#### **Impacts sur le réseau d'irrigation :**

L'ensemble des exploitants agricoles s'accordent pour qu'aucun prélèvement de foncier ne se fasse sur des parcelles irriguées.

Cependant, un rapprochement avec le SMHAR (gestionnaire du réseau collectif d'irrigation) et les acteurs locaux, pourrait s'avérer opportun afin d'identifier les leviers d'une compensation (financiers, fonciers, techniques), si elle doit avoir lieu.

## **2. Justification et pistes de propositions pour le rétablissement du potentiel économique global**

### **2. 1. Justification du rétablissement du potentiel économique agricole détruit par le projet d’extension de la zone d’activités**

D’après les derniers chiffres du Recensement Général Agricole, dans le département du Rhône, entre 2000 et 2010, ce sont en moyenne 1100 ha de terres agricoles qui ont disparu chaque année.

Cette perte du territoire agricole contribue à la diminution du chiffre d’affaires de la ferme Rhône ainsi qu’à la fragilisation des structures agricoles.

Le maintien du chiffre d’affaires global de l’économie agricole du Rhône ne pourra se réaliser que par le maintien des structures en place, l’amélioration des moyens de production ou la valorisation des produits.

Le prélèvement de foncier agricole pour la réalisation du projet d’extension du Parc d’activités économiques des Platières contribue à cette dégradation.

Les indemnités d’éviction que perçoivent les exploitants agricoles évincés compensent une perte de leur exploitation pendant la durée qui leur permettrait de retrouver une situation économique équivalente au travers de foncier retrouvé. Notons que cet objectif n’est pas toujours atteint, c’est pourquoi il est nécessaire pour la plupart d’entre eux que d’autres surfaces en proximité de leur exploitation leurs soit proposées en compensation.

Cependant, le foncier retrouvé par les exploitations touchées ne doit pas être considéré comme un rétablissement de potentiel économique. En effet, les surfaces libérées par le démembrement d’autres exploitations viendront en remplacement des surfaces perdues, mais ne permettront pas l’installation ou la confortation de structures en place sur les communes.

Ainsi, des mesures de compensation collectives doivent permettre le rétablissement du potentiel économique global.

### **2. 2. Des pistes de propositions à étudier dans le cadre de la compensation collective**

La réflexion locale menée avec les exploitants agricoles impactés et les représentants de la profession a permis de dégager des pistes de proposition qui pourraient être étudiées dans le cadre de mesures de compensation collective. Ces pistes ne sont évidemment pas exclusives.

Le but était de proposer des mesures de compensation collectives qui permettent d’assurer la pérennité des exploitations et des investissements, de répondre à un besoin d’amélioration de l’outil de production ou des structures d’exploitation ou d’apporter une valeur ajoutée supplémentaire à la valorisation des produits pour le plus grand nombre.

Les projets évoqués ont été les suivants :

#### **- Proposition de restructuration foncière :**

Même si certains espaces ont été remembrés et que les exploitants agricoles se sont arrangés et ont réussi, au fil des années à regrouper en partie leur parcellaire, de nombreuses améliorations foncières peuvent encore être faites pour restructurer les exploitations agricoles du territoire.

#### **- Amélioration de la desserte :**

Certaines parcelles agricoles sont mal desservies sur certains secteurs du territoire et une amélioration de l’état de la desserte pourrait être discutée.

De plus, les exploitants agricoles soulèvent les problèmes liés aux aménagements routiers pour lesquels les besoins de la profession agricole sont souvent oubliés (routes trop étroites, création de chicanes,...). Ainsi, un travail d’amélioration des conditions de circulation pour les engins agricoles pourrait être envisagé.

#### **- Un travail d’animation auprès des propriétaires fonciers**

Cette proposition fait l’unanimité auprès des exploitants agricoles présents. En effet, le territoire est le lieu d’une importante pression d’origine urbaine. Cela induit des comportements spéculatifs de la part de nombreux propriétaires fonciers qui restent dans l’attente d’un éventuel passage de leurs terrains en zone constructible et qui ne souhaitent donc pas louer leurs parcelles aux exploitants agricoles. Ainsi, le territoire observe de très nombreuses surfaces en friches alors que de nombreux exploitants agricoles sont en manque de terres agricoles pour conforter ou agrandir leurs exploitations.

Sur le secteur des quatre communes concernées par le projet d’extension du Parc des Platières, les données de l’observatoire issues de 2003 chiffrent à près de 170 ha les surfaces en friches.

Lors de la rencontre locale, les exploitants agricoles estiment à environ 100 hectares la surface de terres agricoles desservie par le réseau d’irrigation et au potentiel non exploité au vu des surfaces non mises en valeur par leurs propriétaires.

Ainsi, les exploitants agricoles estiment qu’un travail d’animation devrait être mené auprès des propriétaires fonciers afin de les convaincre de louer leurs terres agricoles à des exploitants agricoles du secteur. En plus de les convaincre, un travail de mise en relation entre propriétaires fonciers et exploitants agricoles pourrait être engagé.







**Siège social**  
18 avenue des Monts d'Or  
69890 La Tour de Salvagny  
[www.synagri.com/rhone](http://www.synagri.com/rhone)